



Volume 15 No 2

Notre Planète

Le magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement



LES FEMMES, LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT

Thoraya Ahmed Obaid
Il reste du chemin à parcourir

Nafis Sadik
Un consensus pratique

**Lena Sommestad
et Rejoice Mabudafhasi**
L'autonomisation des femmes

Mary Robinson
*Des stratégies également
efficaces*

Noeleen Heyzer
Tranquillité d'esprit

Mamphela Ramphela
*L'énergie au service du
changement*

Marina Silva
*Une opportunité sans
précédent*

Margot Wallström
Un héritage chimique



3 Editorial

Klaus Toepfer, Directeur exécutif du PNUE

4 Il reste du chemin à parcourir

Thoraya Ahmed Obaid, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice exécutive du FNUAP

6 Un consensus pratique

Nafis Sadik, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le VIH/sida en Asie, ancienne Directrice exécutive du FNUAP et Secrétaire générale de la Conférence internationale sur la population et le développement. Elle siège au Conseil d'administration de la Fondation des Nations Unies



Wenren Yang/PNUE/Topham

7 L'autonomisation des femmes

Lena Sommestad, Ministre suédoise de l'Environnement et Rejoice Mabudafhasi, Ministre déléguée aux Affaires environnementales et au Tourisme d'Afrique du Sud. Coprésidentes du Réseau des femmes ministres de l'Environnement

Notre Planète, le magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
PO Box 30552, Nairobi, Kenya
Tél. (254 20) 621 234 ; fax 623 927 ; télécopie 22068
UNEP KE ; courrier électronique : cpiinfo@unep.org
www.unep.org
ISSN 1013-7394

Directeur de la publication : Eric Falt
Rédacteur en chef : Geoffrey Lean
Coordination : Naomi Poulton
Avec la collaboration de : Nick Nuttall
Directeur de la diffusion : Manyahleshal Kebede
Maquette : Roger Whisker
Traduction : Anne Walgenwitz / Ros Schwartz
Translations Ltd
Site web : Chris Cypert
Mise en page : Banson
Imprimé au Royaume-Uni

Couverture : PNUE/Topham, de gauche à droite, de haut en bas: G.G. Peralta, C.K. Kashyap, Reichling, Shan Dan, L. Oliveira, D. Manders, J.M. Nobbé

8 Des stratégies également efficaces

Mary Robinson, ancienne Présidente de l'Irlande, Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme et Directrice exécutive de Realizing Rights: The Ethical Globalization Initiative

10 Personnalités de premier plan

11 Tranquillité d'esprit

Noeleen Heyzer, Directrice exécutive d'UNIFEM



Fiammetta Positano/PNUE/Topham



Esequiel Becerra/PNUE/Topham

13 Les jeunes filles sont l'avenir

Kathryn Bushkin, Vice-présidente exécutive et Directrice générale de la Fondation des Nations Unies

14 L'énergie au service du changement

Mamphela Ramphela, Directrice générale sortante du groupe de la Banque mondiale et Conseillère principale de son Président

16 En bref : Les femmes, la santé et l'environnement

18 Aishwarya Rai

Actrice de Bollywood Aishwarya Rai parle de la propagation du VIH/sida parmi les femmes de son pays et présente une initiative unique pour lutter contre ce fléau

20 Une opportunité sans précédent

Sénatrice Marina Silva, membre du Sénat fédéral du Brésil et Ministre de l'Environnement

22 Publications et produits

23 Un héritage chimique

Margot Wallström, Commissaire européenne à l'Environnement

24 Une invasion toxique

Sharyle Patton, Directrice du Programme santé et environnement de Commonwealth

27 Autonomisation d'abord

Adrienne Germain, Présidente de la Coalition internationale pour la santé des femmes

29 Des citoyennes engagées

Lois Abraham, avocate, et Jane Roberts, enseignante en retraite, cofondatrices de l'initiative « 34 millions d'amis du FNUAP »

30 Une perspective féminine

Beverly Miller, Secrétaire du Conseil d'administration du PNUE

32 Après tout, « nature » est un mot féminin...

Ana Lorena Gudiño Valdez, diplômée de biologie de l'Université nationale autonome du Mexique et membre du Réseau environnemental des jeunes du Mexique

Ce numéro de Notre Planète a été réalisé grâce à la générosité de la Fondation des Nations Unies/du Fonds pour un monde meilleur.

Les opinions exprimées dans le présent magazine ne reflètent pas nécessairement celles du PNUE ou des responsables de la publication, et ne constituent pas une déclaration officielle. Les termes utilisés et la présentation ne sont en aucune façon l'expression de l'opinion du PNUE sur la situation juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou de son administration, ni sur la délimitation de ses frontières ou limites.

Tout article du présent magazine qui n'est pas protégé par copyright peut être reproduit gratuitement à condition que *Notre Planète* et l'auteur ou le photographe concernés soient informés par écrit et reçoivent un justificatif de publication.

Notre Planète recevra avec plaisir les articles, comptes rendus, illustrations et photographies qui lui seront envoyés, mais ne peut cependant pas garantir leur parution. Les manuscrits, photographies et illustrations non sollicités ne seront pas retournés.

Abonnement : Pour recevoir *Notre Planète* régulièrement et figurer sur notre liste de diffusion, renseignez-vous auprès de Manyahleshal Kebede, Directeur de la diffusion, *Notre Planète*, en indiquant vos nom et adresse, et la langue de votre choix (français, anglais, espagnol).

Changement d'adresse : Veuillez envoyer l'étiquette portant votre adresse ainsi que votre nouvelle adresse à : Manyahleshal Kebede, *Notre Planète*, UNEP, PO Box 30552, Nairobi, Kenya.

Le présent magazine est imprimé sur du papier entièrement fabriqué à partir de déchets recyclés. Les techniques de blanchiment de papier utilisées sont sans danger pour l'environnement.



PNUE

En direct du bureau de

KLAUS TOEPFER

Secrétaire général
adjoint des Nations Unies
et Directeur exécutif
du PNUE

Cette édition de *Notre Planète* est consacrée aux femmes. Elle souligne leur vulnérabilité particulière aux problèmes de santé liés à l'environnement, qu'il s'agisse de l'eau et de l'assainissement ou de la pollution ambiante intérieure.

Le rôle très important que jouent les femmes au sein de leur communauté est mis en lumière dans le nouvel ouvrage du PNUE intitulé *Women and the Environment*, qui montre qu'elles sont les héroïnes discrètes de la conservation, surpassant souvent les hommes en matière de connaissances et de soins des animaux et plantes domestiques et sauvages. C'est en grande partie grâce à elles que de nombreuses espèces, dont certaines témoignent d'une résistance considérable à la sécheresse ou aux ravageurs, survivent et restent cultivées.

Les femmes, notamment dans les pays en développement, cultivent la terre, nourrissent leur famille et participent à la vie de la communauté en faisant appel à une connaissance intime de la nature. Elles sont aussi les principales responsables de l'eau. Dans les régions montagneuses d'Afrique de l'Est, la collecte et la fourniture de l'eau leur font dépenser jusqu'à un tiers des calories qu'elles absorbent.

Ce sont souvent elles qui souffrent le plus des catastrophes naturelles comme la famine et la sécheresse, et qui sont responsables du maintien en vie de leurs enfants. Dans les sociétés pastorales, les hommes migrent vers de nouveaux pâturages lorsque le bétail meurt, ou ils partent en quête d'autres activités. Lorsque les femmes et les enfants s'en vont, c'est généralement en groupe, à la recherche d'aliments de famine, de cabosses et autres produits issus des arbres, susceptibles d'être vendus sur des marchés lointains – c'est ce que nous apprend l'ouvrage du PNUE. Il est publié en association avec L'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) – avec le concours financier de la Fondation des Nations Unies, dont l'organisation sœur Better World Fund (le Fonds pour un monde meilleur), a généreusement parrainé ce numéro de *Notre Planète*.

Quand il s'agit de surmonter la pauvreté, de gérer les terres et les voies d'eau et de subvenir aux besoins des communautés, les femmes se trouvent souvent en première ligne. En période de tensions et d'insécurité, elles doivent s'aventurer toujours plus loin pour trouver de la nourriture, de l'eau et du combustible. En période de prospérité, les champs et les potagers qu'elles cultivent jouent le rôle de mini laboratoires où elles sélectionnent et essaient les plantes et animaux sauvages et domestiques en fonction de leurs vertus agricoles et médicinales.

Les études effectuées sur 60 potagers cultivés par des Thaïlandaises ont répertorié 230 légumes et autres espèces, dont beaucoup avaient été transplantés d'une forêt voisine avant le déboisement de celle-ci. Les villageoises de la vallée de Kanak dans la province du Baloutchistan au Pakistan reconnaissent sans problème 35 plantes médicinales qu'elles utilisent couramment. Elles disent que les plantes « poussent sans maître » – indiquant ainsi qu'elles n'ont pas de mari pour leur dicter ce qu'elles ont à faire.

Une étude effectuée en Sierra Leone a noté que les femmes étaient capables de nommer 31 utilisations pour les arbres poussant sur des friches ou dans des forêts, alors que les hommes n'en connaissaient que huit. Dans ce pays, les connaissances traditionnelles des hommes sont en baisse, à cause de la scolarisation et de l'émigration, alors que les femmes, elles, conservent leurs connaissances et acquièrent même souvent celles des hommes.

A Yazd, la « capitale du désert » de

l'Iran, ce sont les femmes qui ont conçu de nouvelles méthodes agricoles, comme la culture dans des tunnels souterrains. Dans le sud-est du Mexique, les femmes élèvent jusqu'à neuf espèces locales de poules – ainsi que des canards et des dindes – derrière leur maison, et elles sélectionnent celles qui sont les mieux adaptées à l'environnement local. Elles participent ainsi activement à la protection de la diversité génétique et à la conservation des espèces.

La désertification touche jusqu'à la moitié de la population chinoise. Dans une région sèche et dégradée située à 1 000 kilomètres à l'ouest de Beijing, les femmes ont incité les communautés à planter des saules et des peupliers pour stopper la désertification et créer une terre fertile permettant de cultiver des légumes.

Le rôle des femmes et leur savoir-faire sont souvent sous-évalués et ignorés. Elles sont trop souvent traitées comme des citoyens de seconde classe, possédant moins de droits et un statut inférieur à celui des hommes. Il est grand temps que les politiques nationales et internationales reflètent les différences entre hommes et femmes, et accordent un poids beaucoup plus important à l'autonomisation des femmes.

Il faut dynamiser les aspects liés à l'égalité des sexes inscrits dans les Objectifs de développement pour le millénaire des Nations Unies. Nous devons nous appuyer sur les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994, de la Conférence mondiale sur les femmes de 1995 et du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, et renforcer ces conclusions à l'occasion du dixième anniversaire de la CIPD.

Car si nous ne tenons pas compte du rôle des femmes, tous nos espoirs et nos aspirations à un monde meilleur et plus stable seront plus difficiles à réaliser ■

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Nous aimerions avoir votre avis sur les questions abordées dans ce numéro de *Notre Planète*. N'hésitez pas à nous contacter par courriel à feedback@ourplanet.com ou par courrier à Feedback, Our Planet, 27 Devonshire Road, Cambridge CB1 2BH, Royaume-Uni

IL RESTE DU CHEMIN à parcourir

THORAYA AHMED OBAID fait le bilan des initiatives prises depuis dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement, et elle fixe les priorités de la prochaine décennie

Dix ans après être parvenus à un consensus historique, nous devons faire le bilan de ce qu'il a atteint et réfléchir à ce qui doit être fait pour pleinement atteindre les objectifs définis. Ses résultats – le Programme d'action de la Conférence internationale du Caire de 1994 sur la population et le développement – est un modèle d'équilibre entre les impératifs démographiques et les ressources d'une nation. Il est censé faire pencher la balance en faveur des populations, de l'environnement et des droits humains, y compris ceux des femmes.

Les régions, les nations et les communautés ont conclu que la réalisation des objectifs de développement de l'humanité – notamment ceux figurant dans la Déclaration du millénaire adoptée par les chefs de gouvernement mondiaux en septembre 2000 – est indissociable du respect des droits des populations et des femmes. Les ministres africains du Développement ont réitéré ce principe en juin 2004, déclarant que l'égalité des sexes était « la clef permettant de briser le cycle de la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie des populations du continent africain ». **C'est là mon premier message pour nos dix prochaines années de travail collectif au sein du Programme du Caire, jusqu'en 2015.**

En regardant autour de nous, nous voyons un monde déséquilibré : 20 % de la population mondiale vivant dans des pays riches consomment 80 % des ressources du monde. Dans le même temps, plus d'un milliard d'habitants des pays pauvres vivent avec moins d'un dollar par jour. Dans les pays riches, les décès maternels sont rares, alors que dans les pays pauvres, l'accouchement reste la principale cause de mortalité chez les femmes, puisqu'à chaque minute qui passe, une femme meurt en couches.

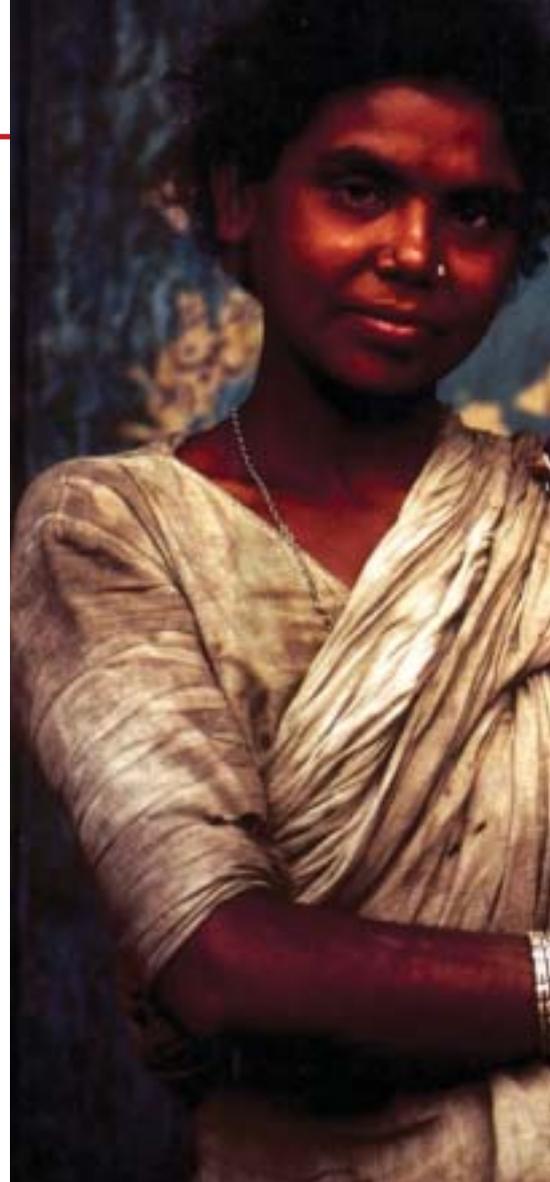
Alors que les richesses ont considérablement augmenté durant ce dernier quart de siècle, la proportion des fonds consacrés à l'aide internationale au développement a décliné. Cela n'est pas

très encourageant pour la paix et la sécurité mondiales. Nous n'aurons ni paix ni sécurité tant que la pauvreté n'aura pas été éradiquée. Il faut donc faire pencher la balance en faveur de la justice sociale et du développement. Pour faire une réelle différence en matière de réduction de la pauvreté, nous devons investir dans les populations, dans les femmes et dans la santé reproductive – et notamment dans la planification de la famille. **C'est là mon deuxième message.**

Nous avons la preuve concrète que les investissements faits au niveau des populations permettent de réduire la pauvreté. Une croissance démographique plus lente est bénéfique à la croissance économique globale. Les études montrent qu'un cinquième environ de la croissance économique intervenue entre 1960 et 1995 résultait de la baisse de la mortalité et qu'un autre cinquième était imputable à la baisse de la fertilité. Cette transition démographique, ce passage d'une famille nombreuse à une famille moins nombreuse et d'un taux de mortalité élevé à un taux faible s'observe dans tous les pays, à des degrés variés. Au fur et à mesure que les femmes choisissent d'avoir moins d'enfants, elles accèdent à de meilleures opportunités socio-économiques. Et les parents étant alors à même d'investir plus dans chaque enfant, ceux-ci reçoivent une meilleure éducation et la famille s'enrichit.

Les femmes ayant moins d'enfants, la croissance démographique est en train de ralentir. A l'heure actuelle, notre planète compte chaque année 77 millions de personnes supplémentaires contre 81 millions il y a de cela dix ans.

Quant à la planification des naissances, elle a permis de sauver la vie de millions de mères et d'enfants. Une récente étude effectuée en Afrique montre que la planification de la famille pourrait réduire les décès maternels de 20 % – et que si les naissances étaient espacées d'au moins trois ans, la mortalité infantile pourrait être divisée par deux.



Dans l'ensemble, la démographie est une des réussites de l'humanité. Elle le restera si nous continuons à œuvrer en faveur des programmes de santé reproductive et des populations, et à fournir les ressources nécessaires.

Il est réjouissant de constater que, dans le monde entier, le modèle du Caire est en train de faire école en matière d'amélioration de la santé, de droits humains et d'égalité des sexes. Dans toutes les régions, on considère généralement que le Programme d'action du Caire facilitera l'atteinte des Objectifs de développement pour le millénaire. De même, nous ne pouvons pas réduire la pauvreté, la faim et les maladies – en particulier le VIH/sida – si nous n'investissons pas plus dans l'éducation et dans la santé, y compris dans la santé reproductive. Compte tenu de la situation désespérée que connaissent de nombreux pays pauvres, il faut que nos initiatives soient rapides, efficaces et plus complètes. **C'est là mon troisième message pour la prochaine décennie.**

Depuis le Consensus du Caire de 1994, la proportion de couples du monde en développement susceptibles d'utiliser des moyens de contraception est passée de



Stephen Dolner/PNUF/Topham

55 % à 60 %. La mortalité infantile a baissé, passant de 71 à 61 pour 1 000. L'espérance de vie dans les pays en développement est en hausse, de 61 ans à 63 ans. Dans de nombreux pays, les femmes sont moins nombreuses à mourir en couches, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer des accouchements sans risque. Il nous faut fournir trois services qui sauvent la vie des femmes : la planification de la famille, la présence d'un personnel qualifié au moment de la naissance et des services d'obstétrique d'urgence.

Il est impératif de faire bénéficier les femmes de tous ces services, car elles sont plus d'un demi million à mourir chaque année de complications liées à la grossesse et à l'accouchement. L'absence de services provoque souvent des fistules obstétriques. Cette complication peu connue, qui a disparu des pays riches il y a plus d'un siècle, continue à frapper des dizaines de milliers de femmes et de jeunes filles pauvres des pays en développement. La fistule peut être prévenue et guérie : efficace à 90 %, la chirurgie nécessaire coûte environ 300 dollars par patiente. La route est longue : 2 millions de jeunes filles et de

femmes sont en attente de traitement. L'année dernière, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a lancé la première campagne mondiale destinée à éradiquer les fistules, et a offert son aide à de nombreux pays d'Afrique et d'Asie.

Par ailleurs, si nous voulons freiner l'épidémie de VIH/sida, il est absolument vital d'augmenter les investissements dans la planification des naissances. Notre première ligne de défense est la prévention, mais nous devons également nous intéresser aux soins et au traitement. Les centres de planification de la famille et de santé maternelle sont des portes d'accès au traitement, et il faut donc mettre en valeur le lien existant entre la santé reproductive et l'infection par le VIH – qui est bien un problème de santé reproductive. Tout en intensifiant le traitement, nous devons également améliorer la prévention de l'infection par le VIH. **C'est là mon quatrième message.**

La prévention du VIH est une priorité absolue du FNUAP. Nous mettons l'accent sur trois interventions stratégiques : veiller à ce que l'information et les services touchent les jeunes, notamment les jeunes filles ; aider les femmes enceintes et leurs enfants à se prémunir contre le VIH ; et rendre les préservatifs accessibles.

Il faut que les décideurs arrêtent de sous-estimer la contribution faite par la santé reproductive et la planification des naissances au développement socio-économique. Nous devons également nous intéresser davantage à la population et aux tendances démographiques. Il est prévu que la population des pays les moins développés triple dans les cinquante prochaines années – une statistique inquiétante quand on sait que ces pays ont déjà bien du mal à fournir un minimum d'éducation, de santé et de logements à leurs habitants. Au cours du prochain demi-siècle, la population des pays développés se stabilisera aux alentours de 1,2 milliard, tandis que les régions moins développées verront leur population passer de 5,2 milliards à 7,7 milliards.

Par ailleurs, le vieillissement de la population et l'émergence de la plus importante génération de jeunes de toute l'histoire posent de grands défis. Des investissements plus conséquents doivent être faits dans ces deux types de population. **C'est là mon cinquième message.**

Alors que l'Europe se focalise sur le vieillissement de sa population, les préoccupations d'une bonne partie du monde en développement concernent les jeunes.

Plus d'un milliard de jeunes sont âgés de quinze à vingt-quatre ans. Ils sont trop nombreux à grandir dans la misère, dans des régions en conflit ou dans des environnements dénués d'opportunités ou d'espoir. Il ne faut pas que cela continue.

Cette jeune génération voit une vie meilleure qui l'attire – pas au coin de la rue, mais à la télévision. Toutefois les opportunités qui s'offrent à elle ne sont pas toujours à la mesure de ses attentes. Il faut investir massivement dans l'éducation, dans la santé (notamment la santé reproductive) et dans l'emploi, afin d'exploiter l'idéalisme et l'énergie de ces jeunes.

Lorsque nous envisageons l'avenir, nous devons continuer à nous concentrer sur le Programme d'action du Caire et à œuvrer pour ses objectifs d'accès universel à l'éducation, de santé reproductive, d'égalité des sexes, de réduction de la pauvreté et de développement. Pour aller de l'avant, il nous faut créer des partenariats plus solides – tant nord-sud que sud-sud – entre les gouvernements, les organisations à but non lucratif, le secteur privé, les parlementaires et les médias. **C'est là mon sixième message à mi-parcours des vingt années que durera le programme du Caire.**

Les nations en développement ont presque réussi à tenir leur promesse d'investir annuellement 12,4 milliards de dollars dans la population et la santé reproductive. Mais les pays bailleurs de fonds, eux, n'ont respecté que la moitié des engagements pris au Caire, et ils n'ont investi que 3,1 milliards de dollars sur les 6,1 milliards promis. C'est principalement à cause de ce fossé de 3 milliards de dollars – qui représente moins de deux jours de dépenses militaires mondiales – que nos progrès ne sont pas plus rapides.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre plus longtemps. Kofi Annan, le Secrétaire général des Nations Unies, a récemment lancé un avertissement aux ministres africains du Développement : les conséquences de l'inaction seraient effroyables. Ne serait-ce qu'en termes de santé maternelle, cette inaction pourrait provoquer environ 2,5 millions de décès maternels, 7,5 millions de morts infantiles et 49 millions de complications obstétriques au cours des dix prochaines années. Nous avons encore du chemin à parcourir avant de baisser la garde ■

Thoraya Ahmed Obaid est Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour la population.

La grande réussite de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 avait été de réconcilier les décideurs du développement, le mouvement des femmes et les démographes. Le consensus du Caire reconnaissait que les impératifs de la démographie ne pouvaient pas être imposés. Les femmes et les hommes ont le droit de déterminer leur propre avenir, et quand ils le font, tout le monde s'en porte mieux.

Quand les femmes peuvent choisir le nombre d'enfants qu'elles auront et l'espacement des naissances, elles ont moins d'enfants que leur mère n'en avait. Les familles sont moins nombreuses et la croissance démographique plus lente. Les résultats sont déjà visibles. Aujourd'hui, les familles comptent moitié moins d'enfants que dans les années 1960. Dans des pays comme le Mexique, la République de Corée et la Thaïlande, les taux de fécondité sont en chute libre et la croissance économique explose. Les femmes, désormais capables d'exercer un choix dans un domaine précis, celui de la fertilité, commencent à s'imposer dans d'autres domaines – en améliorant l'instruction et en mettant fin à la violence dont elles sont victimes, par exemple.

La Conférence du Caire a fortement dynamisé ce processus. Le consensus énonçait le droit à la santé reproductive en tant que droit des populations à la santé. C'est un aspect particulièrement important pour les femmes et les fillettes, qui sont extrêmement vulnérables dans toutes les sociétés, pour diverses raisons. Le consensus du Caire déclare que les systèmes de santé et d'éducation doivent reconnaître ce fait, et donner aux fillettes et aux femmes les capacités, l'information, les services, et surtout l'assurance dont elles ont besoin pour mener leur vie de manière indépendante. Le but du Programme d'action du Caire est de faire en sorte que, d'ici à 2015, les services de santé reproductive soient accessibles à toutes celles qui en ont besoin.

Une femme meurt chaque minute des conséquences d'une grossesse – et elle vit presque toujours dans un pays en développement. Cette statistique choquante s'explique par l'insuffisance des systèmes de santé mais également par l'ignorance et le peu d'intérêt porté aux besoins des femmes. Un des objectifs du Caire – qui est aujourd'hui un des Objectifs de développement pour le millénaire – est de réduire ces décès de trois quarts d'ici à 2015.

Le consensus du Caire reconnaissait que tous les aspects de la violence vis-à-vis des femmes menacent la santé reproductive. La violence à l'encontre des femmes vient d'une source unique : la sujétion et l'oppression des femmes. Les fistules et les mutilations

sexuelles, les crimes d'honneur et la violence domestique prendront fin lorsque les hommes considéreront que les femmes sont leurs égales ; qu'elles ont les mêmes droits qu'eux à l'éducation et la santé – et surtout à la santé reproductive ; qu'elles peuvent exercer un choix lorsqu'elles se marient et fondent une famille ; et qu'elles ont le droit de participer à l'économie et à la société en général.

L'accès des femmes à l'autonomie et l'égalité des sexes sont deux points cruciaux si les pays veulent lutter efficacement contre la pandémie de VIH/sida. Les pays dans lesquels les taux d'infection sont en hausse – dont la plupart des pays d'Asie-Pacifique et d'Afrique, et de nombreux pays d'Amérique latine et d'Europe – peuvent apprendre beaucoup des pays africains les plus touchés. La plus importante leçon concerne le soutien et l'accès des femmes à l'autonomie. Si les femmes pouvaient choisir et décider de leurs rapports sexuels, elles pourraient immédiatement endiguer la pandémie. Et les hommes qui épaulent et responsabilisent les femmes sont des partenaires cruciaux.

La moitié de tous les nouveaux séropositifs sont des jeunes. Ils sont, dans leur immense majorité, infectés suite à un rapport sexuel. Certains extrémistes

prétendent que les jeunes sont plus en sécurité lorsqu'ils sont tenus dans une ignorance complète des choses sexuelles, mais tout indique qu'il faut au contraire leur faire confiance, les informer, et leur donner les moyens de protéger leur vie et leur santé. Le Programme d'action déclare que les jeunes doivent disposer de l'information et des services dont ils ont besoin, au moment où ils se préparent à endosser des responsabilités d'adulte. Ceci devrait être un objectif universel.

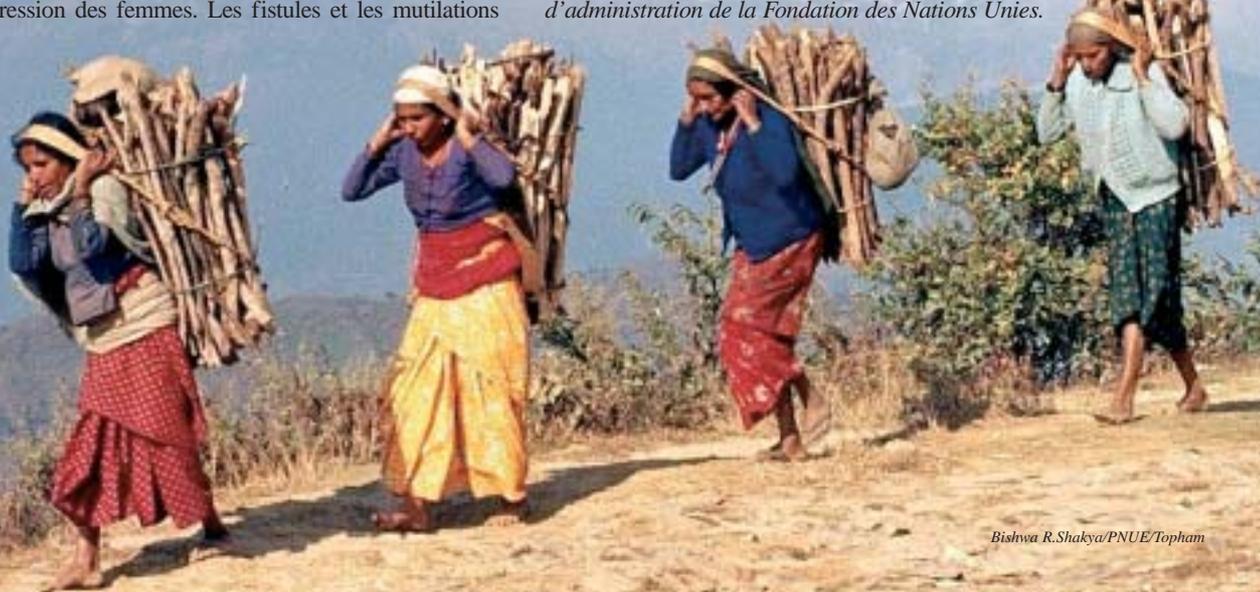
Le principal avantage du consensus du Caire est son caractère pratique. Il est né de la propre expérience des pays – et dix années de mise en application du Programme d'action n'ont fait que confirmer sa pertinence. Au cours des douze derniers mois, les conférences régionales organisées en Asie et en Amérique latine ont résisté aux pressions extrémistes et confirmé leur engagement vis-à-vis du Consensus. Le Programme d'action du Caire est la feuille de route de l'égalité des sexes, de l'amélioration de la santé reproductive et d'une croissance équilibrée de la population au cours du 21^e siècle ■

Nafis Sadik est l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le VIH/sida en Asie, ancienne Directrice exécutive du FNUAP et Secrétaire générale de La Conférence internationale sur la population et le développement. Elle siège au Conseil d'administration de la Fondation des Nations Unies.

Un consensus pratique

NAFIS SADIK

décrit les progrès et les retours en arrière depuis la Conférence internationale sur la population et le développement organisée au Caire il y a dix ans



L'autonomisation des femmes

LENA SOMMESTAD et **REJOICE MABUDAFHASI** montrent comment l'autonomisation des femmes est vitale pour améliorer la santé et l'environnement

L'eau est essentielle à la vie. Mais bien qu'elle nous soit précieuse, nous ne la traitons pas toujours comme telle. Elle est généralement utilisée et gérée de manière fragmentée et non durable, avec comme résultat fréquent la pénurie et la dégradation des ressources en eau. Notre mode de vie a créé une situation dans laquelle les ressources d'eau douce subissent des pressions extrêmes et où plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une eau buvable.

Changer cette situation et créer un avenir durable pour tous les humains est une tâche cruciale et difficile pour nous tous. Il en va de notre responsabilité – en tant que politiques, experts en eau, représentants des secteurs public et privé, et citoyens – de concentrer nos efforts sur l'atteinte des Objectifs de la Déclaration du millénaire relatifs à l'eau, des cibles fixées dans le Programme de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg et d'autres cibles concernant l'eau, convenues à l'échelle internationale.

Les questions d'eau ont joué un rôle important lors du Sommet de Johannesburg il y a deux ans. Une cible ambitieuse fut fixée, qui consistait à réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à une eau potable et à un assainissement adéquat d'ici à 2015. Il fut également convenu de développer des programmes nationaux de gestion intégrée des ressources en eau et des projets d'efficacité d'utilisation de l'eau d'ici à 2005.

Nous savons que l'eau est un facteur essentiel de croissance économique. L'amélioration des services d'adduction d'eau et d'assainissement représente un pas en avant fondamental pour améliorer le mode de vie des populations pauvres. Si nous voulons atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire et respecter les engagements de Johannesburg en matière d'assainissement, il est indispensable d'opter pour de nouveaux systèmes d'assainissement durable.

L'assainissement écologique est une excellente alternative. Fondé non pas sur une technologie particulière mais sur une approche liée à l'écosystème, il permet un changement conceptuel du rapport existant entre les populations et l'environnement. L'assainissement écologique est holistique : il permet d'économiser de l'eau, empêche la pollution de l'eau, assainit et recycle les nutriments et les matières organiques afin de réhabiliter le sol et le fertiliser – et ce souvent à un coût bien moindre par rapport à l'assainissement traditionnel. Parallèlement à la fourniture d'un service fondamental, il peut contribuer à la santé et à la sécurité alimentaire, et procurer des activités lucratives, notamment lorsqu'on l'associe à la collecte de l'eau de pluie.

Mais s'il n'est pas socialement et culturellement acceptable, l'assainissement écologique ne peut pas être développé. Toutes les interventions en matière d'eau et d'assainissement doivent toujours mettre l'accent sur les besoins et les priorités des populations. Il faut que les utilisateurs jouent un rôle central dans la mise en pratique de leurs idées. La participation des foyers et

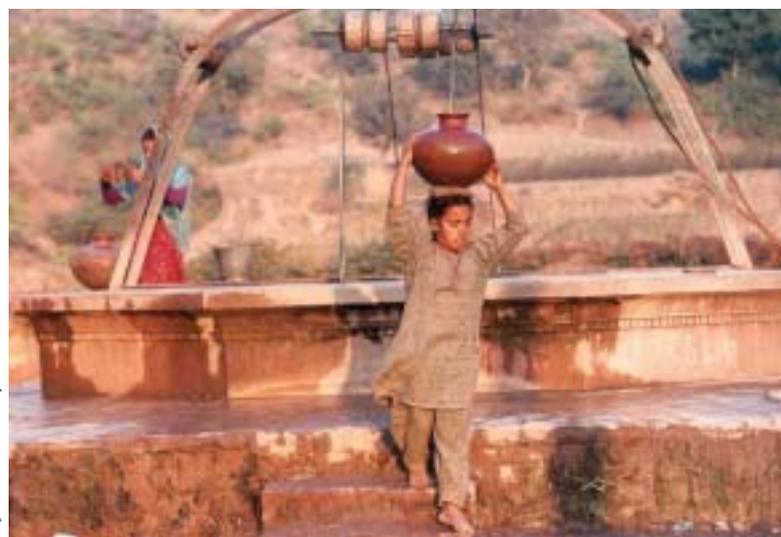
des communautés à la planification, la mise en œuvre et la maintenance de ces services, et l'utilisation d'une technologie adaptée sont indispensables aux succès de l'entreprise, tout comme la durabilité écologique et financière à long terme.

Dans ce genre de projet, il faut bien être conscient de l'importance d'une approche fondée sur l'égalité des sexes. Il n'y a aucune raison pour que les femmes n'aient pas les mêmes avantages et les mêmes opportunités que les hommes. Mais il est tout aussi vital que les changements intervenant au niveau des rôles et des responsabilités n'impliquent pas un surcroît de travail et de responsabilité pour les femmes.

Il est d'ailleurs urgent d'intégrer les considérations d'égalité des sexes à la gestion générale des ressources en eau, et pas seulement aux projets de fourniture d'eau et d'assainissement. Cela implique de tenir compte des rôles, des besoins, des conditions d'accès, des responsabilités, des droits fonciers et des droits à l'eau des hommes comme des femmes. Les moyens d'existence des hommes et des femmes pauvres, notamment, sont tributaires des écosystèmes de terres humides, de zones côtières, etc. Mais les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes besoins face aux divers problèmes d'eau et d'assainissement. Pour qu'un projet réussisse, tous ces aspects doivent être pris en compte.

Les femmes du monde entier sont directement touchées par la pauvreté. Au sein de la famille, ce sont elles qui veillent quotidiennement à ce qu'il y ait à manger sur la table et de l'eau dans les verres. Dans bien des régions du globe, elles partagent leur temps entre les tâches domestiques, les activités culturelles et les projets associatifs. Dans certaines régions, les normes culturelles les empêchent de s'imposer ou de prendre la tête de programmes et processus de développement.

Elles sont particulièrement concernées par les investissements faits dans l'assainissement dans la mesure où elles sont généralement responsables des activités domestiques. On sait désormais qu'il est fondamental de faire participer les femmes aux prises de décisions et à la mise en œuvre des programmes de développement, en particulier dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des établissements humains. Point crucial, il est plus facile de faire participer les femmes à des projets d'assainissement écologique dans la mesure où ceux-ci reposent moins sur la haute technologie. Le défi reste cependant de trouver des interventions efficaces qui permettront aux femmes de jouer un rôle plus direct dans les décisions et processus de développement. ►



Pooja Thakur/PNU/E/Topham

Si nous ne renforçons pas l'autonomie des femmes, nous ne parviendrons ni à éradiquer la pauvreté ni à lutter contre la dégradation environnementale issue de la pauvreté. Mesures juridiques, cadres institutionnels et stimulants, constitution de capacités et autonomisation, suivi, information et évaluation sont autant d'outils que devront utiliser les institutions internationales et les autorités nationales et locales pour optimiser le rôle des femmes.

Nous considérons qu'il est fondamental de sécuriser les droits fonciers et les droits à l'eau des femmes, et d'assurer des équipements publics d'assainissement pour les femmes et les fillettes. Il est important de renforcer la mise en application de la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, y compris toutes les mesures veillant à garantir les droits des femmes à un assainissement et à un accès à l'eau adéquats.

Il est également nécessaire d'améliorer la consultation des parties prenantes au niveau des prises de décisions, de leur mise en œuvre, de leur suivie et de leur évaluation. Il faut faciliter une participation équitable des femmes aux prises de décision, tant dans les projets locaux d'approvisionnement que dans l'attribution des ressources dans un secteur donné.

Le pouvoir doit passer des mains des technocrates à celles des utilisateurs finals. Hommes et femmes doivent décider ensemble de la technologie et du niveau de service requis en matière d'eau et d'assainissement. Il faut évaluer les impacts des mises en œuvres sur les deux sexes. Et il faut que les hommes soutiennent l'autonomisation des femmes en tant que gestionnaires de l'eau. Nous devons étudier attentivement les différents rôles et relations des hommes et des femmes, afin de mieux comprendre quand et comment il doivent évoluer.

Les défis à relever sont nombreux, notamment en ce qui concerne l'assainissement écologique. La mise en œuvre des solutions d'assainissement écologique n'est pas simplement une question de technologie et de savoir-faire : il est crucial de tenir compte des aspects socio-culturels et institutionnels.

En tant que femmes ministres, nous nous sommes engagées à coopérer à l'échelle internationale pour promouvoir les objectifs et cibles qui nous concernent plus particulièrement. En 2002 s'est créé un Réseau de femmes ministres de l'Environnement, dans le but d'échanger des idées et de travailler sur la résolution de problèmes environnementaux critiques. Une trentaine de femmes ministres de tous les continents participent à ce réseau, afin de promouvoir l'excellence en matière de gouvernance environnementale et de faire des recommandations de type pratique visant à résoudre les problèmes environnementaux auxquels sont confrontées les nations et le monde entier.

La participation égalitaire des femmes aux prises de décisions facilitera grandement la lutte contre la dégradation environnementale et les maladies liées à la pauvreté. En renforçant l'autonomie des femmes, il deviendra possible d'éradiquer la pauvreté. Et nous ne saurions nous contenter d'un objectif moins ambitieux ■

Lena Sommestad est la Ministre suédoise de l'Environnement et Rejoice Mabudafhasi est la Ministre déléguée aux Affaires environnementales et au Tourisme de la République d'Afrique du Sud. Elles se partagent la présidence du Réseau des femmes ministres de l'Environnement.

Le version électronique de cette édition de *Notre Planète* – www.ourplanet.com – comporte un article complet sur le Réseau des femmes ministres de l'Environnement, écrit par Laura A. Liswood, Secrétaire générale du Conseil mondial des dirigeantes et de l'Assemblée internationale des femmes ministres.

Des stratégies également EFFICACES

MARY ROBINSON explique que pour être efficaces, toutes les stratégies de lutte contre le VIH/sida doivent être fondées sur l'égalité des sexes

Au lendemain de la Conférence internationale sur le sida de Bangkok, où nous avons souligné l'importance du leadership en matière de lutte contre le VIH/sida, je crois que le vrai défi consiste à faire du sida une priorité au sein de tous les mouvements de femmes du monde.

Il faut que les dirigeantes de tous niveaux et de tous horizons, qu'elles soient membres d'associations locales ou chefs de gouvernement, femmes d'affaires ou syndicalistes, religieuses ou universitaires, se rassemblent autour des sept domaines d'action établis lors de la Coalition mondiale sur les femmes et le sida, qui appellent à :

- prévenir l'infection par le VIH chez les adolescentes, en améliorant les services de santé reproductive
- réduire la violence à l'encontre des femmes
- protéger les droits à la propriété et à l'héritage des femmes et des fillettes
- garantir aux femmes le même accès qu'aux hommes en termes de soin, de traitement et de soutien
- favoriser les services de soins au sein de la communauté, en mettant l'accent sur les femmes et les fillettes
- favoriser l'accès des femmes aux méthodes de prévention, comme le préservatif féminin et les microbicides
- soutenir les efforts continus visant à scolariser toutes les filles.

Le VIH/sida est un des problèmes de droits humains le plus grave du siècle, et il doit donc être abordé dans une perspective tenant compte des droits humains et de l'égalité des sexes. Les femmes qui vivent avec ce problème connaissent bien l'étendue de la discrimination. Elles m'en ont souvent parlé lorsque j'étais Haut Commissaire aux Droits de l'homme pour les Nations Unies et après – notamment des Africaines vivant en milieu rural qui craignaient de perdre leur logis et d'être rejetées par leur famille. Durant la Conférence de Bangkok, les femmes vivant avec le sida ont constamment abordé la question.

Nous savons que la stratégie qui consiste à placer les droits humains au centre de la lutte contre le sida est efficace. La non discrimination, la protection juridique et l'égalité d'accès aux services sont cruciaux. Dans la plupart des pays, il n'existe pas encore de protection constitutionnelle et nationale des droits des personnes infectées et touchées par le VIH/sida. C'est aux Etats qu'il appartient de respecter leurs engagements liés aux droits humains, et ils disposent des mécanismes nécessaires.

La plupart des pays reconnaissent depuis longtemps l'injustice des discriminations sexuelles, racistes ou religieuses. Au fil du temps, ils en sont également venus à réaliser que les discriminations liées aux capacités physiques ou aux préférences sexuelles sont elles aussi



Philip Wolmuth/PNUE/Topham

injustes. Il est peut-être temps aujourd'hui de reconnaître que les discriminations fondées sur la santé ou la séropositivité n'ont pas de place dans nos sociétés.

L'égalité des sexes est au centre d'une approche de la lutte contre le VIH/sida fondée sur les droits humains, et c'est sur elle que se fonde le travail du projet que je dirige actuellement, intitulé : *Realizing Rights: The Ethical Globalization Initiative* (Réalisation des droits : l'initiative de mondialisation éthique). La réponse que nous apportons doit être particulièrement sensible aux besoins et aux multiples vulnérabilités des femmes, tout en reconnaissant et en renforçant leur propre pouvoir d'action.

En l'absence de pouvoir économique ou social, la capacité des femmes à négocier leurs relations est compromise. Alors que la majorité des toxicomanes injecteurs sont des hommes, les femmes toxicomanes restent marginalisées et font rarement appel aux services à leur disposition. Les femmes courent un risque plus élevé de transmission sexuelle, qui peut être le fait d'un partenaire toxicomane.

Les femmes représentent une proportion toujours plus importante des nouveaux séropositifs. Les violences qu'elles subissent alimentent l'épidémie et facilitent leur exploitation, y compris le trafic humain et la prostitution. Les femmes des minorités, les réfugiées et les migrantes courent des dangers particuliers.

Le problème de la transmission de la mère à l'enfant doit être abordé, bien sûr, mais il faut protéger le bien-être de toutes les femmes en fournissant un traitement antirétroviral aux adultes. Du point de vue des droits humains, il est essentiel que l'information sur la prévention, les conseils et les tests confidentiels, les traitements des maladies sexuellement transmissibles et les traitements médicaux et antirétroviraux complets soient accessibles à tous sans distinction de sexe.

Nous connaissons les stratégies efficaces. Nous devons adopter des programmes complets au lieu de mettre en place des projets de prévention isolés. Nous avons besoin de dirigeants qui n'hésitent pas à s'exprimer et à agir avec courage. Nous avons besoin de campagnes de sensibilisation sensées, précises et intelligentes, dans tous les médias et dans toutes les langues.

Pour mieux lutter contre l'épidémie, il nous faut des données ventilées par âge et par sexe, et des interventions de prévention ciblant

l'un ou l'autre sexe d'une manière susceptible de toucher les jeunes. Il nous faut un traitement efficace des infections sexuelles transmissibles, dans des contextes appropriés ciblant les hommes, les femmes et les jeunes.

Il nous faut des services et des informations confidentiels sur la santé reproductive et sexuelle – notamment des tests et des conseillers. Il nous faut de nombreux points d'échange et de mise à disposition d'aiguilles, des programmes de traitement médicamenteux et de proximité bien organisés, par et pour les toxicomanes injecteurs. Au niveau des jeunes, les stratégies les plus efficaces sont les programmes dirigés par des pairs, les interventions en milieu scolaire et les services de santé spécialement adaptés.

Nous devons travailler ensemble pour former des partenariats efficaces – au sein des nations, entre le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les universitaires, ainsi qu'entre les nations, au niveau régional et mondial. Il nous faut des interventions structurées, et un développement et des investissements durables et à long terme permettant de s'attaquer aux facteurs structurels qui alimentent les comportements à risque en matière de VIH/sida, comme le chômage, la pauvreté, l'inégalité des sexes, la toxicomanie, la prostitution et la violence.

La prévention mise en place aujourd'hui permettra de sauver des millions de vies et des milliards d'investissements demain. Même lorsqu'elle est efficace, la prévention fait rarement la une des journaux. Il n'est pas facile d'intéresser les gens à ce qui n'arrive pas, aux vies épargnées, aux personnes qui ne tombent pas malades, aux familles et aux sociétés qui ne sont pas détruites par le sida grâce à la mise en place rapide d'une prévention efficace.

Et pourtant, c'est exactement ce que nous devons faire pour atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire visant à stabiliser la diffusion du VIH/sida et à inverser la tendance d'ici à 2015. Dans onze ans, j'espère ne lire que ce genre d'actualité et réfléchir à la catastrophe que nos initiatives auront permis d'éviter ■

Mary Robinson, ancienne Présidente de l'Irlande et Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, est Directrice exécutive de Realizing Rights: The Ethical Globalization Initiative.

Personnalités de premier plan



Prix Blue Planet

Docteur Susan Solomon



Prix Blue Planet

Docteur Gro Harlem Brundtland

Susan Solomon, experte en Sciences atmosphériques, et **Gro Harlem Brundtland**, ancienne Première ministre norvégienne, ont reçu le **Prix Blue Planet 2004**, décerné chaque année à des scientifiques « obtenant des résultats exceptionnels en matière de recherche et d'application et qui, ce faisant, aident à résoudre les problèmes environnementaux mondiaux ». Chaque lauréat reçoit 50 millions de yens, offerts par la **Fondation Asahi Glass**, présidée par **Hirohichi Seya**.

Le docteur Solomon était la principale scientifique responsable de l'identification du phénomène par lequel les composés chlorés des CFC en s'associant aux températures extrêmement basses de l'Antarctique produisent le trou de la couche d'ozone de l'Antarctique. Le prix récompense ses travaux d'avant-garde, qui jetèrent les bases scientifiques du processus qui permet d'accélérer l'élimination des CFC grâce au **Protocole de Montréal**. « J'ai eu la chance d'apprendre que la science n'est pas le

travail d'un seul homme ou d'une seule femme : c'est un travail d'équipe qui prend parfois des proportions épiques », a-t-elle déclaré.

Le Docteur Brundtland – qui fut chef de gouvernement après avoir été ministre de l'Environnement et membre de la **Fondation des Nations Unies** – s'est vu attribuer le prix pour avoir « fait progresser mondialement le concept novateur du développement durable », en particulier lorsqu'elle était **Présidente de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement** dans les années 1980. Elle est également honorée pour le travail qu'elle accomplit par la suite en qualité de **Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé**. « C'est au début de ma carrière de médecin que j'ai réalisé l'importance pour la santé publique d'un environnement sûr et sans danger », confie-t-elle. La cérémonie de remise des prix se déroulera le 10 novembre à Tokyo. Les deux lauréates feront des conférences commémoratives à l'Université des Nations Unies de la ville ■

Partie d'Olympie en mars pour entamer son périple mondial, la flamme olympique a traversé l'Afrique et l'Amérique latine pour la première fois de son histoire. Après avoir été portée par 3 600 athlètes différents sur 78 000 kilomètres, elle était de retour à Athènes en août, pour le début des Jeux olympiques.

Le 24 juin 2004, la flamme traversa Genève, portée par **Nicole Meyer**, **Conseillère jeunesse du PNUE** ■



PNUE/edipresse.ch

Jake Gyllenhaal, vedette internationale, a été si impressionné par ce qu'il a appris durant le tournage de **Le jour d'après** qu'il milite désormais pour l'environnement. La production de **Roland Emmerich** dont il est le héros traite en effet du réchauffement mondial. « J'ai décidé qu'il fallait que je fasse quelque chose », a déclaré Jake. « Quelque chose qui soit utile à la cause environnementale. Je préfère largement parler de l'environnement que d'un gigantesque film d'action. Le réchauffement mondial est un problème capital. »

Jake Gyllenhaal – dont les préoccupations écologiques sont partagées par son amie, l'actrice **Kirsten Dunst** – a décidé d'aider **Future Forests**, association qui appelle les gens à compenser leurs émissions de carbone en plantant des arbres ou en achetant des ampoules à faible consommation énergétique. Il a choisi de soutenir une forêt du Mozambique et raconte avec enthousiasme qu'il a acheté « des manguiers, des arbres fruitiers et des kolatiers ». Il ajoute que « ces arbres sont également sources d'emplois et d'aliments. Les populations peuvent en tirer un revenu, ce qui est important pour le développement durable » ■



Reproduction grâce à King Features Syndicate

Popeye, le célèbre personnage de dessins animés, a peut-être découvert comment promouvoir les cellules solaires. Les scientifiques du **Massachusetts Institute of Technology**, dirigés par le Professeur **Marc Dando**, ont découvert que les épinards – qui donnent tant de force au marin – sont peut-être l'ingrédient qui permettra d'obtenir une électricité bon marché à partir du soleil, grâce à la photosynthèse. Il déclare que les cellules solaires traditionnelles fabriquées à partir de silicone n'ont pas produit l'avancée nécessaire « pour changer le marché de l'énergie », mais que son équipe espérait y parvenir « en profitant de l'expérience des plantes qui, durant leurs 2 milliards d'années d'évolution », ont développé la meilleure façon d'utiliser l'énergie du soleil ■



Samuel J. Salkin a été nommé Directeur exécutif du **Fonds Richard et Rhoda Goldman** et du **Prix Goldman de l'environnement**. Il a occupé plusieurs postes de dirigeant dans les domaines de la vente, de

la distribution de gros, de la technologie et de la banque, et était encore récemment **Président-Directeur général de la Jewish Community Federation de San Francisco**, la plus importante œuvre caritative de Californie du Nord ■

Lorsque le sida entre dans un foyer, c'est la femme qui assume le surcroît de responsabilités. Dans le monde entier, les femmes des communautés les plus touchées s'occupent 24 heures sur 24 de leurs proches malades ou mourants, tout en continuant à effectuer leurs tâches quotidiennes – éducation des enfants, ménage et préparation des repas. En Afrique sub-saharienne, région où l'épidémie fait rage, les femmes ne se contentent pas de préparer les produits alimentaires, ce sont elles qui les cultivent. Lorsqu'une cultivatrice ne peut plus travailler, sa famille est souvent menacée de famine.

C'est dans le domaine des trois éléments de maintien de la vie – l'eau, l'alimentation et la terre – que la capacité des femmes à supporter le surcroît de travail est la plus affectée. En milieu rural, il n'est pas rare que les femmes consacrent une bonne partie de la journée à la collecte de l'eau, qui nécessite des heures de marche. Une femme d'Afrique australe a confié à UNIFEM qu'il fallait chaque jour 24 seaux d'eau pour s'occuper d'un malade du sida. En effet, les diarrhées permanentes à ce stade impliquent de laver le malade – ainsi que ses vêtements et ses draps – cinq ou six fois par jour, voire plus.

Lorsqu'une femme passe sa journée à chercher de l'eau, à préparer les repas et à laver un malade, il lui reste moins de temps pour accomplir les tâches de maintien de la vie, comme le travail de la terre ou un travail rémunéré. Une étude effectuée en République d'Afrique du Sud, par exemple, a révélé que dans près de la moitié des foyers interrogés, la personne principalement responsable des soins à un sidaïque était obligée d'interrompre son éducation ou ses tâches, rémunérées ou non.

Les femmes et les fillettes perdent jusqu'à 60 % du temps autrefois consacré aux travaux ménagers ou agricoles, ce qui affecte la capacité des foyers pauvres à cultiver la terre pour leur consommation personnelle ou pour la vente. En plus, les veuves d'hommes décédés de la maladie n'ont alors plus de terre pour cultiver les aliments qui les maintiendraient en vie, parce que dans bien des régions, les femmes seules ou veuves ne disposent pas de droits fonciers ou autres. Ainsi, associés à la pauvreté et à l'inégalité des sexes, le sida et le VIH constituent un scénario mortel pour les femmes et leur famille.

Et compte tenu des insuffisances et



Pedro O. Dominguez/PNUF/Topham

Tranquillité d'esprit

NOELEEN HEYZER décrit l'impact du sida sur les femmes et les jeunes filles, et elle appelle à ce que des mesures spécifiques soient prises pour leur donner accès à la terre et à l'eau

du manque de ressources des programmes de santé publique, même lorsqu'un malade est à l'hôpital, les femmes sont souvent obligées d'assurer les repas et les soins.

Lorsqu'on demanda un jour à une représentante d'une organisation non gouvernementale partenaire d'UNIFEM comment elle arrivait à convaincre les dirigeants qu'il n'était plus possible de continuer à considérer le travail accompli par les femmes comme allant de soi, elle expliqua qu'elle leur disait ceci : « Passez une seule journée devant l'hôpital Muhimbili de Dar es-Salaam et observez les allées et venues des femmes, chargées de repas et de vêtements propres, qui continuent à s'occuper de leurs proches jusque dans l'hôpital. » Elle leur demandait de réfléchir à ce que représentait pour chaque femme le fait d'abandonner chaque jour ses tâches ménagères pour se rendre à l'hôpital et y effectuer plusieurs heures de soins.

Et quand une femme elle-même est atteinte du sida – et elles sont de plus en plus nombreuses à l'être –, imaginons combien il est difficile pour elle d'assurer les soins supplémentaires que le sida impose. Comment aurait-elle le temps de travailler à temps même partiel ou d'acheter et vendre des produits sur le marché ? Comment les enfants, et notamment les filles, pourraient-ils aller à l'école lorsqu'on a besoin d'eux à la maison ? Comment les jeunes femmes et les fillettes pourraient-elles compenser le surcroît de pauvreté imputable au sida ?

L'impact sur une famille des soins supplémentaires qu'exige le sida a de profondes implications et il doit donc être pris en compte au niveau politique. Il est urgent que les gouvernements fournissent des salles d'hôpital ou des cliniques consacrées aux sidaïques, et qu'ils prennent des mesures juridiques et autres pour assurer l'accès des ►



Peter Wood/PNUE/Topham



Bukaka Walengo/PNUE/Topham



PNUE/Topham

femmes à la terre, à l'alimentation et à l'eau.

Certaines mesures encourageantes ont déjà été prises. Plusieurs pays ont légiféré ou tout simplement engagé les communautés à soutenir le droit des femmes à la propriété foncière ou autre. Quand les réfugiés et les personnes déplacées commencèrent à rentrer chez eux à la fin du génocide rwandais de 1994, les veuves et les femmes seules se trouvèrent face à une véritable crise – en l'absence d'époux ou de père, elles n'avaient pas accès à la terre. Les organisations de femmes commencèrent alors à revendiquer un changement législatif. UNIFEM soutint le Forum des femmes parlementaires, les aidant notamment à créer une Direction parlementaire de parité entre les sexes qui ouvrit la voie à une législation plus favorable aux femmes. En 2001, suite à une intense campagne de pression, le Parlement adopta une nouvelle loi sur l'héritage et la succession, garantissant aux femmes et aux fillettes le droit d'hériter de terres et de biens.

Les lois de ce genre constituent un point de départ nécessaire, mais elles ne suffisent pas toujours, comme en témoigne l'exemple du Zimbabwe. Bien que ce pays ait voté une loi permettant aux femmes d'être propriétaires terriennes, la pratique consistant à s'en remettre aux coutumes en matière de terres et de biens fait que la loi est rarement appliquée. En soutenant le Réseau des femmes zimbabwéennes positives, le Fonds d'affectation spéciale créé par UNIFEM pour soutenir les actions qui visent à faire disparaître la violence à l'égard des femmes a aidé Nyaradzo Makambanga à faire valoir son droit à la terre. Lorsqu'en 1998 elle contracta une maladie liée au sida, son mari refusa de subvenir à ses besoins et il l'expulsa. Toutes les terres du couple étaient à son nom à lui. « J'étais effondrée. Mes espoirs et mes rêves étaient anéantis », confie-t-elle. « J'ai pensé que j'allais mourir et que mes enfants resteraient seuls. »

Avec l'aide du Réseau, elle se renseigna sur les lois et pratiques régissant le droit des femmes à la terre et sur la manière de l'interpréter. Forte de ces

Il faut que les financements destinés à juguler la propagation du sida et du VIH ciblent spécifiquement les femmes

connaissances, elle alla trouver le chef de son village qui accepta de lui confier un terrain à cultiver. Elle acheta des semences grâce au fonds renouvelable du Réseau, et une nouvelle vie commença pour elle. Plus tard, elle se chargea de conseiller les femmes confrontées à la même situation.

« Je ne voudrais pas que, par ignorance, d'autres femmes rencontrent les mêmes problèmes que moi », raconte-t-elle. « Si j'avais su que j'avais des droits bien qu'étant mariée, je ne serais pas séropositive aujourd'hui. Ce dont une femme a besoin, c'est de sa tranquillité d'esprit, d'un lopin de terre à cultiver et d'être l'égale de l'homme. »

Pourtant, les droits fonciers ne sont qu'un aspect des changements politiques et législatifs nécessaires. L'eau, qui est si cruciale, se fait de plus en plus rare dans de nombreux pays. Fait encore plus alarmant, elle est de plus en plus souvent privatisée. L'accès à l'eau deviendra de plus en plus difficile et les femmes devront donc passer encore plus de temps à aller chercher celle-ci.

Par ailleurs, il faut que les financements destinés à juguler la propagation du sida et du VIH ciblent spécifiquement les femmes. La pauvreté et la discrimination des sexes ont transformé cette maladie dévastatrice en véritable crise socio-économique. Pour mettre fin à cette crise, il faudra faire bénéficier de financements importants les programmes qui favorisent l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, programmes ancrés dans les connaissances et l'expérience des femmes qui vivent et travaillent au sein des communautés.

Si nous laissons passer cette occasion, l'avenir sera sombre pour la vaste majorité des femmes des pays en développement qui sont de plus en plus touchées et infectées par le VIH/sida. Si nous prenons les mesures que nous pouvons et devons prendre, l'année 2015 pourrait être celle d'une avancée importante vers les Objectifs de développement pour le millénaire concernant l'éradication de la pauvreté, le VIH/sida et l'égalité des sexes. Et nous pourrions être fiers d'aider à réaliser le souhait de Nyaradzo Makambanga pour toutes les femmes du monde : « tranquillité d'esprit, un lopin de terre et l'égalité avec les hommes » ■

Noeleen Heyzer est Directrice exécutive d'UNIFEM.

Les jeunes filles sont l'avenir

KATHRYN BUSHKIN explique l'importance des adolescentes pour l'avenir du monde, et elle décrit un programme qui s'attache à leur donner de l'espoir et des compétences pour la vie

L'avenir du monde sera déterminé par les jeunes d'aujourd'hui. Ils sont notre plus grand espoir, et nous devons donc prendre soin d'eux, les éduquer et les instruire. Ils sont aussi le baromètre de nos enjeux les plus importants : leurs craintes et leur vulnérabilité par rapport à l'environnement, le sida, la pauvreté et les opportunités éclairent les priorités mondiales. Ce sont ces valeurs et responsabilités qui avaient placé les jeunes, et notamment les adolescentes et leurs besoins, au centre du Programme d'action élaboré lors de la Conférence internationale sur la population et de développement (CIPD) d'il y a dix ans.

Près de la moitié des quelque 6,4 milliards d'humains ont moins de vingt-cinq ans. Notre planète compte aujourd'hui plus d'un milliard de jeunes, dont plus de 750 millions d'adolescents qui entament leur cycle reproductif. L'importance du nombre des adolescents dans le monde fait que, malgré le déclin mondial des taux de fertilité, la démographie augmentera considérablement dans les décennies à venir. Ce phénomène, connu sous le terme de « élan démographique » assurera 50 % de la croissance démographique dans les nations en développement à l'horizon 2100. Il est donc évident que les choix et les opportunités offerts à la génération émergente, et les décisions qu'elle prendra, façonneront le monde de l'avenir. Au cœur de cette équation se trouvent les adolescentes, qui sont confrontées à des défis socio-économiques, biologiques et politiques considérables.

Depuis sa création en 1998 par Ted Turner, homme d'affaires clairvoyant, la Fondation des Nations Unies se consacre tout particulièrement à la jeunesse (dans le cadre de programmes de santé destinés aux enfants) et notamment aux adolescentes (grâce à notre programme dédié aux femmes et à la démographie).

L'intérêt que porte la Fondation aux adolescentes s'appuie sur une logique irrésistible.

Aux quatre coins du monde ou presque, les adolescentes subissent des pressions uniques, liées à la sexualité, au mariage, aux opportunités économiques, à l'éducation et à la violence. Pour diverses raisons, qu'elles soient mariées ou célibataires, les adolescentes ne sont guère à même de se protéger contre les rapports sexuels non désirés et dangereux, contre les mariages imposés ou d'enfants, contre les grossesses et contre les maladies.

D'un point de vue socio-économique, dans de nombreuses régions du monde, les filles continuent à n'avoir qu'un accès limité à un enseignement fondamental de qualité, ce qui restreint ensuite le rôle qu'elles peuvent être amenées à jouer au sein de leur communauté. Les compétences rémunératrices et les opportunités professionnelles des filles sont également restreintes. Elles

Les choix et les opportunités offerts à la génération émergente, et les décisions qu'elle prendra, façonneront le monde de l'avenir

assument une part disproportionnée des tâches domestiques et n'ont pas la possibilité de jouer un rôle prépondérant ou de participer activement aux affaires de leur communauté. Ces nombreuses lacunes, qui en fin de compte sont imputables au faible statut économique des adolescentes, se renforcent mutuellement, compromettant ainsi leur capacité à se réaliser pleinement.

Plus récemment, la pandémie de VIH/sida est devenue une menace majeure pour la santé des jeunes femmes, notamment en Afrique sub-saharienne où l'on trouve les trois quarts de tous les cas de sida touchant les femmes. En Afrique sub-saharienne, près de 60 % de toutes les infections concernent les femmes : plus de 15 millions de femmes et de fillettes sont touchées. Dans la majeure partie de l'Afrique australe, la prévalence du VIH est de quatre à sept fois plus élevée chez les filles de moins de 18 ans que chez les garçons du même âge, et 67 % des jeunes séropositifs sont des filles.

Pour toutes ces raisons, la Fondation des Nations Unies travaille avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) sur l'Initiative SAY (Initiative pour la jeunesse en Afrique australe). SAY a pour objectif de prévenir la diffusion du sida chez les jeunes dans huit pays d'Afrique australe, et elle met l'accent sur les populations les plus vulnérables, comme les fillettes non scolarisées, les enfants des rues, les réfugiés et les migrants.

L'initiative SAY est porteuse d'espoir, et élabore des modèles appelés à faire école dans les communautés africaines. En Angola, par exemple, plus de 100 000 adolescentes ont déjà bénéficié d'une éducation sanitaire et d'une formation à la dynamique de la vie. Au Malawi, les clubs de jeunes créés pour des centaines de filles permettent d'améliorer l'image qu'elles ont d'elles-mêmes. Des programmes de conseil ont été mis en place dans 62 écoles du Malawi. Et des dizaines de stratégies et services de prévention du VIH/sida ont été lancés avec succès en République d'Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Swaziland.

Ensemble, la Fondation des Nations Unies et les organisations des Nations Unies qu'elle soutient dans ce domaine sont en train de concevoir des stratégies à succès pour éviter que les jeunes ne deviennent séropositifs. Ce faisant, nous dynamisons les opportunités offertes à notre plus grand espoir pour l'avenir – des citoyens en bonne santé, heureux, instruits et informés, possédant les compétences et les opportunités dont ils ont besoin pour bâtir un avenir meilleur ■

Kathryn Bushkin est Vice-présidente exécutive et Directrice générale de la Fondation des Nations Unies.





L'énergie au service du **CHANGEMENT**

MAMPHELA RAMPHELE

montre combien la collecte et l'utilisation du bois de feu et de la biomasse sont néfastes pour la santé des femmes et pour l'environnement, et elle parle de la révolution que représente l'accès à l'électricité domestique dans la vie des femmes

En cas de maladie, nombre d'entre nous sont soignés par des médecins faisant appel à une technologie de pointe. Nous bénéficions des tous derniers médicaments. S'il le souhaite, notre médecin peut consulter des bases de données sophistiquées, appuyer sur quelques touches et prendre l'avis d'un confrère à l'autre bout du monde. Cependant, la majeure partie des humains n'ont pas accès à ce genre de médecine. D'ailleurs, même dans les pays les plus riches, nombreux sont ceux qui ne sont pas soignés de manière satisfaisante. L'accès aux services de santé cruciaux est fonction du statut social.

Nous sommes désormais plus conscients du lien étroit existant entre l'environnement et la santé. En Iraq,

l'effondrement des réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité – et les effets attendus sur la santé d'une population principalement urbaine – sont extrêmement préoccupants. Parallèlement, nous avons repris conscience qu'il était important de posséder de solides infrastructures de santé publique : au Viet Nam, les mesures sanitaires efficaces prises lorsque se déclara l'épidémie du Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) ont permis de limiter la propagation dans ce pays grâce aux mesures cliniques et de santé publique adoptées.

Les risques environnementaux touchent de manière disproportionnée les foyers pauvres, et ce sont les enfants et les femmes qui portent en priorité ce fardeau. Dans les pays en développement, la collecte et l'utilisation de combustible de la biomasse à usage familial peuvent prendre de deux à neuf heures par jour, selon la disponibilité du combustible. A Lombok, en Indonésie du sud, les femmes passent environ trois heures par jour à cuisiner et quatre heures chaque semaine à chercher le bois mort ou les déchets agricoles qu'elles utiliseront comme combustible. Dans certaines régions du Kenya, les femmes consacrent sept heures par jour à ces mêmes tâches.

Dans les zones rurales de l'Inde, il existe de grandes différences dans le poids de travail des hommes et des femmes. Les femmes passent six heures par jour à collecter du bois de feu et du fourrage, et à cuisiner. Les hommes, eux, consacrent environ dix fois moins de temps à ces tâches. Dans certaines régions, ces corvées extrêmement pénibles physiquement provoquent d'im-

portants problèmes reproductifs et mentaux chez les femmes.

Une étude réalisée en 1996-1997 par Jashodhara Dasgupta de Sahayog, un groupe de chercheurs et de militants de l'Uttranchal, en Inde occidentale – enquête couvrant 12 districts et effectuée auprès de plus de 1 000 femmes de dix sites différents – montrait que la proportion de fausses couches était de 30 %, soit cinq fois le taux moyen cité dans l'Enquête nationale sur la santé des familles de 1992-1993. L'étude faisait remarquer que durant la grossesse, les femmes effectuent des activités extrêmement pénibles – soulevant notamment de lourdes charges de bois, de fumier et d'herbes – qui multiplient les risques de fausses couches. Les femmes de l'Uttranchal subissent également un stress mental permanent, imputable à l'anxiété que représente la responsabilité d'une famille à nourrir. L'émigration des hommes vers les zones urbaines est importante, et le déboisement rend le périple de collecte du bois de feu et du fourrage beaucoup plus long et pénible.

Parallèlement aux coûts physiques de la collecte – et aux impacts de celle-ci sur la santé des femmes et sur l'appauvrissement des ressources naturelles – l'utilisation pour la cuisson des repas et le chauffage de sources d'énergie traditionnelles facilement accessibles, comme le charbon et la biomasse (bois, déjections animales, déchets agricoles) a pour résultat une incidence élevée de maladies respiratoires et de problèmes oculaires.

La moitié de la population mondiale est exposée à une pollution intérieure, provoquée principalement par l'utilisation de combustibles solides pour la

cuisson et le chauffage. Dans les pays en développement, la biomasse reste la principale source d'énergie pour 60 % à 90 % des ménages, soit 2,5 milliards de personnes. En zones rurales principalement, ce sont surtout les mères et les enfants qui souffrent des effets d'une mauvaise ventilation des combustibles de la biomasse brûlés dans des fourneaux primitifs, avec pour conséquence la maladie ou la mort prématurée. De nombreux rapports attestent par exemple du lien existant entre l'utilisation de ce combustible et les bronchites chroniques chez les femmes et les infections respiratoires aiguës chez les enfants.

Dans certains pays d'Amérique latine à mortalité élevée comme le Guatemala, on estime que la fumée intérieure émanant de combustibles solides provoque chaque année 10 000 décès, qui représentent la perte de 298 000 années de vie. Un programme correctif mis en place dans ce pays a eu un impact considérable sur la vie des gens. Les participants ont indiqué que, parallèlement à l'absence de fumée, les avantages les plus importants étaient l'utilisation moindre de bois de feu et la diminution du temps de cuisson. Compte tenu du lourd travail que représente la collecte du bois de feu et la cuisine, il s'agit là d'avantages considérables pour les femmes des campagnes.

En milieu rural, les politiques qui incitent les populations à utiliser des combustibles issus du pétrole et à faire un usage plus efficace des combustibles de la biomasse peuvent être une réponse valable au problème de la pollution ambiante intérieure et au travail physique des femmes. Mais il faut que les femmes participent à la planification de ces politiques et interventions, de façon à ce que la mise en œuvre soit couronnée de succès et durable. Les politiques et projets énergétiques n'ont pas à eux

seuls le pouvoir de changer la condition difficile des femmes au sein de la société, mais elles peuvent servir de point d'entrée pour réduire le nombre de décès et de maladies chez les femmes, et favoriser une meilleure équité en matière d'attribution des opportunités et des ressources entre les deux sexes.

L'efficacité des mesures prises pour contrer ce danger mortel dépendra de trois considérations principales :

- le contexte politique et législatif
- la prise en compte de tous les secteurs et de toutes les perspectives pertinentes dans les interventions qui visent à augmenter l'efficacité des combustibles, à réduire les risques pour la santé et à améliorer l'écologie locale
- la participation de la communauté locale à la conception et à l'application de la technologie, notamment en ce qui concerne les fourneaux et la ventilation.

Il faut que les programmes gouvernementaux incluent une composante destinée à informer, éduquer et communiquer les conséquences de la pollution ambiante intérieure, au niveau de la santé, de l'environnement, de l'énergie et des finances, et qui présente les différentes interventions visant à réduire l'exposition à cette pollution. Elles sont généralement de trois types :

- amélioration des appareils de cuisson et de chauffage ou utilisation de combustibles moins polluants
- amélioration du cadre de vie – meilleure ventilation ou zone de cuisson indépendante
- modification des comportements afin de réduire l'exposition à la fumée ou réduction de la production de fumée grâce à un bon entretien des fourneaux.

Les solutions durables à long terme nécessitent la pleine participation des

autorités locales, de la société civile, du secteur commercial et des communautés locales, et plus particulièrement des femmes.

Une étude de marché de l'énergie en milieu rural, parrainée par le Programme des Nations Unies pour le développement et l'ESMAP de la Banque mondiale (Programme d'aide à la gestion du secteur énergétique) fait état de résultats encourageants quant à l'impact de l'électrification des logements sur la vie des femmes. Une enquête réalisée en 1996 auprès de 5 048 femmes de six États indiens a révélé que l'accès à l'électricité influence directement le temps de loisirs dont elles disposent tout en augmentant indirectement leurs connaissances et leur sensibilisation, grâce à la lecture et à la télévision. L'enquête montre également que les femmes de foyers disposant de l'électricité sont susceptibles de passer moins de temps à collecter des combustibles et d'utiliser des combustibles moins nocifs pour la santé.

En moyenne, ces femmes mènent une vie plus saine et plus productive que celles vivant dans des foyers sans électricité. La lecture et la télévision, par exemple, peuvent éduquer les femmes des campagnes, élargir leurs horizons et, à long terme, promouvoir des changements sociaux. Même si les preuves empiriques doivent être renforcées, il semble cependant que l'accès à l'électricité en milieu rural modifie l'environnement général, et qu'il favorise un mode de vie plus sain et notamment l'utilisation d'appareils de cuisson plus efficaces.

Aujourd'hui, la plupart des villages en Inde disposent de l'électricité. Cependant, selon l'enquête de l'ESMAP qui concernait six des vingt États du pays, 60 % environ des foyers ne sont pas reliés au réseau national. Si l'on s'appuie sur le recensement effectué en Inde en 2001, on constate que 40 % du pays seulement dispose de l'électricité.

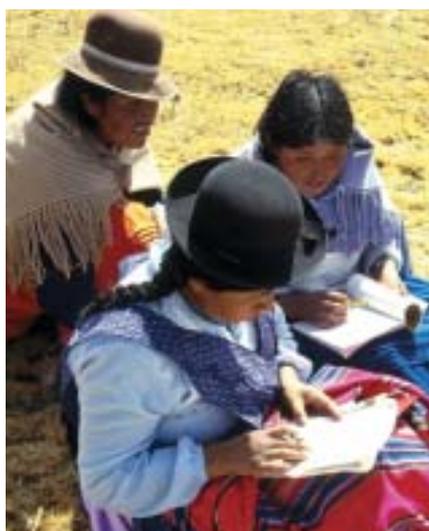
Comme le souligne le Conseil mondial de la santé, la tâche qui nous attend est considérable. Chaque année, dans le monde entier, des dizaines de millions d'êtres humains meurent inutilement et des centaines de millions de vie sont gâchées par la maladie. Le monde possède les ressources permettant de réduire ces pertes et ces souffrances. En matière de santé mondiale, nous sommes tous concernés ■

Mamphela Ramphela est la Directrice générale sortante du groupe de la Banque mondiale et la Conseillère principale de son Président.



Jogendra Bisht/PNUE/Toplam

Jorge Ruiz/PNUD/Topham



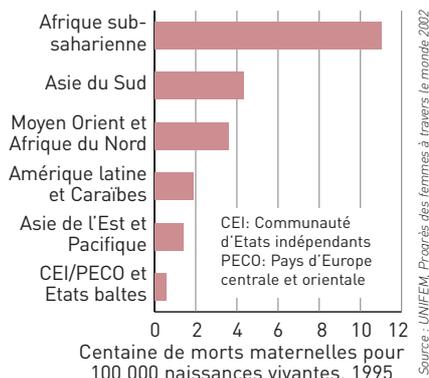
En bref : Les femmes, la santé et l'environnement

Les femmes se trouvent sur le front de la dégradation environnementale. Leur santé dépend de celle de la terre, des forêts, de l'air et de l'eau qui les entourent. Et comme ce sont elles qui sont en contact le plus étroit avec la terre et la nature, ce sont généralement elles qui souffrent le plus des dégradations.

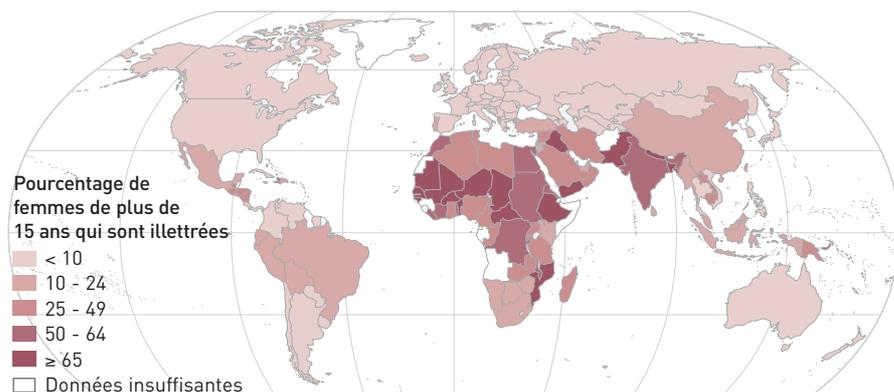
Le déboisement augmente considérablement le temps que les femmes sont obligées de consacrer à la collecte du bois de feu et de l'eau, puisque

l'abattage des arbres a également pour conséquence de tarir les sources. Au Gujarat, en Inde, les femmes passent désormais de quatre à cinq heures par jour à chercher du bois de feu. Il n'y a pas si longtemps, elles n'effectuaient cette corvée que tous les quatre ou cinq jours. En République d'Afrique du Sud, les femmes parcourent quotidiennement une distance équivalant à 16 allers-retours terre/lune pour chercher l'eau indispensable à leur famille. Ces femmes doivent égale-

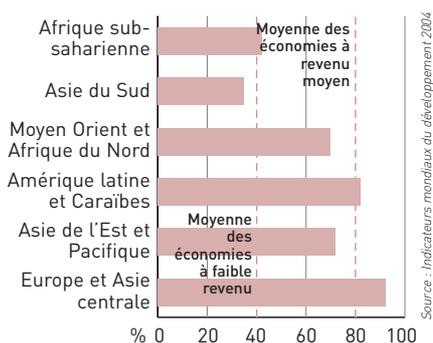
Mortalité maternelle par région, 1995



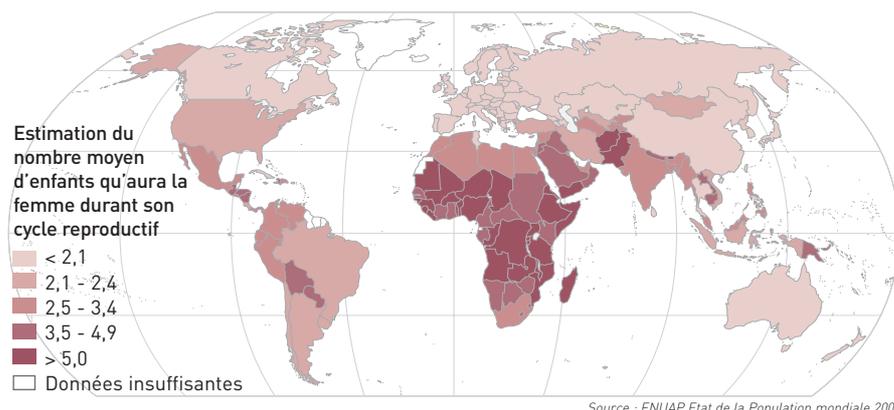
Illettrisme chez les femmes



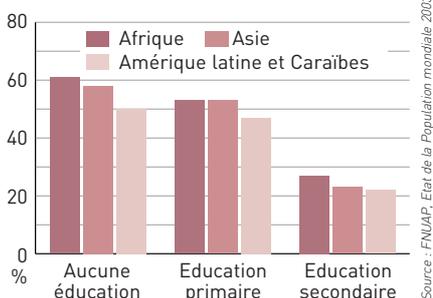
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (%), 1995-2000



Taux de fécondité total, 2000-2005



Femmes ayant au moins un enfant dès 20 ans (%), et niveau d'instruction



L'amélioration du niveau d'éducation des filles et celle des services de santé reproductive sont des éléments essentiels des politiques démographiques bien conçues. En améliorant la vie des adolescentes, on réduit leur fécondité, on améliore leur santé - et celle de leurs enfants - et on augmente la production économique. Les filles qui vont jusqu'au bout de leurs études secondaires ont tendance à avoir des enfants plus tard, et une famille moins nombreuse que les autres : ainsi, le taux de natalité baisse, le taux de survie des mères et des enfants augmente, et la croissance démographique ralentit. Pourtant, les filles restent désavantagées en matière d'éducation : près des deux tiers des 153 millions d'illettrés âgés de 15 à 24 ans sont des femmes. Depuis trente-cinq ans, le changement d'attitude face à la maternité et un meilleur accès à la planification des naissances ont amené une forte baisse de la taille des familles. Le progrès est indissociable des droits humains et du développement, et il est crucial de doter les femmes de capacités à gérer leur propre vie.

ment porter des charges très lourdes au détriment de leur santé.

L'eau est souvent polluée, et elle tue chaque année plus de 3 millions de personnes, des enfants pour la plupart. Et la pollution provoquée par le bois de feu et d'autres combustibles de la biomasse – que 2,5 milliards d'humains sont obligés d'utiliser – tue un nombre disproportionné de femmes et d'enfants, qui passent la majeure partie de leur temps à l'intérieur du logis.

Les femmes, qui ont tendance à avoir plus de graisse que les hommes, sont également plus vulnérables aux substances chimiques toxiques qui s'accumulent dans les tissus adipeux,

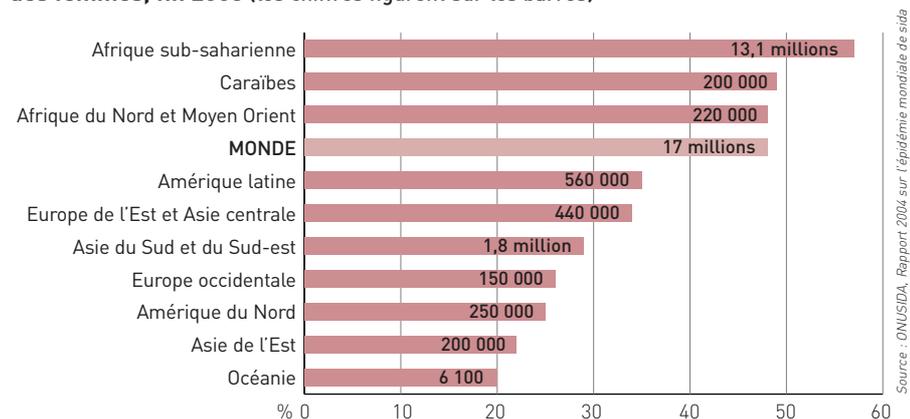
de même que les enfants qu'elles portent. Dans des pays aussi différents que les Etats-Unis ou le Soudan, on a observé une augmentation des morts néonatales chez les enfants d'agricultrices exposées aux pesticides. Dans de nombreux pays, des niveaux élevés de dioxine et d'autres substances chimiques ont été trouvés dans le lait maternel, et des femmes exposées aux PCB dans la région des Grands Lacs nord-américains ont donné naissance à des enfants présentant un retard de développement moteur et une intelligence très inférieure à la moyenne.

Pourtant, les femmes prennent souvent la tête d'initiatives destinées à protéger la santé et l'environnement.

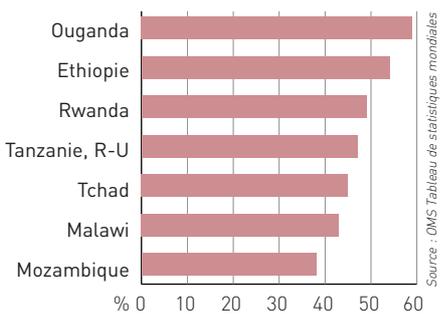
Elles ont lancé le mouvement Chipko qui se bat contre le déboisement des forêts du Nord de l'Inde et font aussi campagne contre l'agriculture faisant un usage intensif de produits chimiques dans l'ensemble du sous-continent indien. Au Ghana, les terres cultivées par des femmes conservent leur fertilité plus longtemps que celles des hommes. Et au Royaume-Uni, la moitié des agriculteurs biologiques sont des agricultrices, ce qui veut dire qu'elles sont dix fois plus nombreuses que les hommes à pratiquer ce type d'agriculture.

Geoffrey Lean

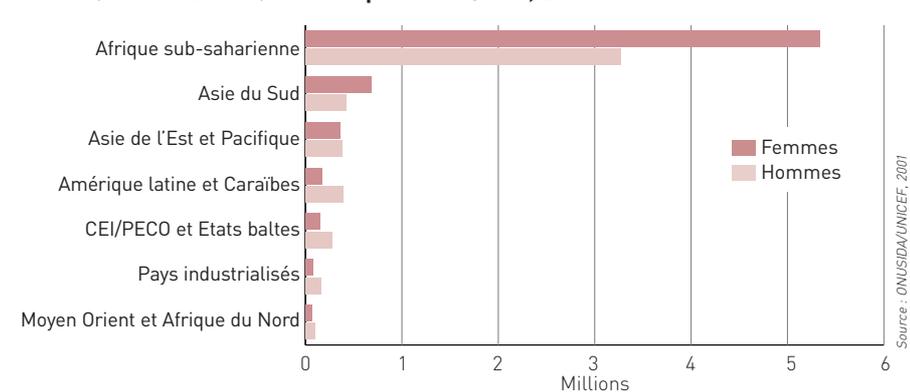
Estimation de la proportion d'adultes séropositifs (de 15 à 49 ans) qui sont des femmes, fin 2003 (les chiffres figurent sur les barres)



Pourcentage de la population qui doit marcher pendant plus d'une demi-heure pour chercher de l'eau (Echantillon de pays africains, 2001 ou données les plus récentes)



Jeunes (de 15 à 24 ans) infectés par le VIH/sida, 2000



Plus l'épidémie de VIH/sida se propage, plus elle dure, et plus elle se féminise, car les rapports hétérosexuels deviennent alors la principale méthode de transmission, comme c'est le cas en Afrique sub-saharienne. Les femmes courent d'ailleurs des risques plus élevés que les hommes, et ce pour des raisons biologiques notamment – elles ont plus de chances d'être infectées durant le rapport sexuel. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables. Elles ont tendance à avoir des rapports plus tôt que les hommes, et avec des partenaires plus âgés qui risquent donc d'être déjà séropositifs. Une étude réalisée au Zimbabwe, par exemple, a montré que près d'un quart des femmes d'une vingtaine d'années avaient pour partenaire un homme d'au moins dix ans leur aîné. Par ailleurs, les femmes jeunes sont souvent moins à même que les femmes plus âgées de refuser les rapports non protégés, et nombreuses sont celles subissant des viols et des rapports forcés, qui augmentent encore le risque de transmission.

Il n'est pas rare que les femmes et les fillettes passent chaque jour huit heures ou plus à parcourir 15 kilomètres à pied pour collecter de l'eau, dans des récipients qui pèsent parfois une vingtaine de kilogrammes. En Inde, elles consacrent annuellement 150 millions de journées de travail à cette tâche. Ce sont également elles les principales victimes des émanations toxiques provenant des fourneaux à bois, qui tuent chaque année plus de 1,5 million de personnes à travers le monde.

Décès attribuables à des causes environnementales, 2000

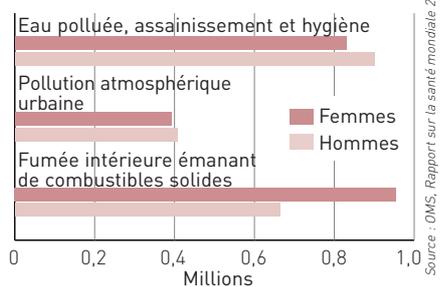




Photo grâce à Pritish Nandy Communications Shabd

Aishwarya Rai

parle de la propagation du VIH/sida parmi les femmes de son pays et présente une initiative unique pour lutter contre ce fléau

L'Inde est en marche, son économie progresse rapidement. Les immeubles flambant neufs de ses dynamiques entreprises montent à l'assaut du ciel de villes en plein essor. Ses universités forment des ingénieurs et des médecins parmi les meilleurs du monde. Tous ces signes témoignent des efforts déployés par l'Inde pour surmonter les défis du développement. Bien qu'elle ait du mal à éduquer ses millions d'analphabètes et à fournir de meilleurs moyens d'existence aux citoyens qui survivent avec moins d'un dollar par jour, on sent la formidable énergie d'une population résolument tournée vers l'avenir. En tant qu'actrice, j'ai beaucoup voyagé dans mon pays, j'ai vu les défis, j'ai senti cette énergie. Mais j'ai également constaté un phénomène nouveau et très grave qui menace la capacité de mon pays à atteindre son vaste potentiel : le VIH/sida.

Dans un centre de soutien aux sidaïques géré par Freedom Foundation, une œuvre caritative privée de Bangalore, les magnifiques yeux noirs de Rajni (un nom d'emprunt), jeune mère indienne, se tournent vers un avenir bien sombre. Mariée à quatorze ans, elle est devenue veuve à vingt ans, lorsque son mari, un modeste homme d'affaires, est décédé du sida. Elle est séropositive. Les yeux fixés sur son fils de douze ans – lui aussi séropositif – qui joue dans la cour, elle parle tristement de sa petite fille de neuf ans, en bonne santé, qu'elle a confiée à sa sœur pour qu'elle ne soit pas stigmatisée par la maladie. Elle dit que sa famille la soutient, mais fronce les sourcils en confiant que le coût de la maladie de son mari a obligé la famille à vendre sa maison et condamné 24 de ses parents à la pauvreté.

En Inde, plus de 5,1 millions de personnes sont infectées par le VIH, soit 500 000 de plus que fin 2002. D'ailleurs, l'Inde est désormais le deuxième pays du monde le plus touché par la maladie. Le sida est déjà présent dans les 35 Etats, et certains experts prédisent qu'il pourrait y avoir 15 millions de séropositifs d'ici à la fin de la décennie si des mesures décisives ne sont pas prises. D'ici 2010, on estime que 2 millions d'Indiens mourront du sida si rien n'est fait pour endiguer l'épidémie imminente. Si nous n'agissons pas maintenant, le sida ravagera l'Inde comme il a ravagé de nombreux pays d'Afrique, réduisant à moins de quarante ans dans certaines nations l'espérance de vie qui était de soixante ans, et faisant reculer de plusieurs décennies le développement économique.

Malheureusement, l'ignorance généralisée et la stigmatisation associées au sida freinent les efforts faits pour éviter la propagation de la maladie. Le manque d'information sur la nature et les causes de la maladie fait que certaines personnes continuent à croire qu'elles peuvent contracter le sida suite à une piqûre de moustique ou en serrant la main d'une personne infectée. D'autres ne réalisent pas les dangers d'une activité sexuelle sans discernement et sans protection. La publicité liée au sida donne souvent l'impression que seuls les marginaux – comme les travailleurs de l'industrie du sexe ou les drogués – risquent de contracter la maladie, alors que la vérité est tout autre.

Le sida peut toucher n'importe qui. Il se propage rapidement à travers la population indienne, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines – qui possèdent respectivement environ 60 % et 40 % du total de la population infectée. Un tiers des séropositifs sont des femmes, et plus de 75 % des cas de sida résultent de rapports hétérosexuels, principalement entre mari et femme.

L'augmentation du nombre de femmes atteintes du sida – la « féminisation » du sida – est d'autant plus tragique que leur manque d'autonomie et de sécurité fait qu'elles ne sont guère à même de se protéger contre une infection par leur mari, qui a généralement contracté la maladie dans le cadre d'un rapport sexuel extra conjugal. A cause d'une ignorance généralisée, les femmes se trouvent infectées sans reconnaître le danger. A cause de leur faible statut et du stigmate du sida, elles hésitent à chercher de l'aide auprès d'un médecin, et le traitement n'est souvent pas à la portée des pauvres. Les yeux de Rajni brillent de colère lorsqu'elle parle d'autres clientes du centre obligées d'interrompre leur traitement ou dont les médicaments ont été pris par leur mari ou leur famille.

L'augmentation démographique, l'analphabétisme, le manque d'information, la stigmatisation et la discrimination, la pauvreté, les migrations, le manque d'ouverture vis-à-vis des questions sexuelles, et l'insuffisance des dépenses de santé sont autant de facteurs qui alimentent l'épidémie de sida en Inde. Ils favorisent la dénégation et la crainte, qui sont peut-être les deux plus grands obstacles à surmonter. Il existe cependant des signes d'espoir. Monsieur Manmohan Singh, le nouveau Premier ministre indien, appelle à des réformes sociales pour lutter contre les inégalités de classe et de sexe qui favorisent la diffusion du sida. Le Gouvernement met en place un système de surveillance de l'évolution du VIH/sida qui testera la population dans 450 sites de tout le pays. La sensibilisation s'améliore au fur et à mesure que les dirigeants de tous bords politiques reconnaissent la nécessité de conjuguer leurs efforts pour lutter contre la maladie.

Pour vaincre le sida, il faudra l'attaquer sur tous les fronts. Les campagnes de sensibilisation peuvent surmonter la dénégation. Les initiatives destinées à informer le public sur les causes de la maladie – sur le fait que tout le monde est en danger – peuvent limiter la stigmatisation. La lutte contre le sida ne peut pas être dissociée des questions de pauvreté et de droits humains. Il ne servira à rien d'inciter les femmes à adopter des

comportements sexuels sans danger tant que leurs droits ne seront pas renforcés et respectés. Les stratégies de prévention seront peu efficaces et les malades n'auront pas envie de se faire connaître s'il n'existe pas de traitement susceptible de leur donner de l'espoir. Le traitement, lui, est indissociable des efforts consentis pour améliorer les moyens d'existence,

les médicaments anti-rétroviraux pouvant être nocifs s'ils sont pris à jeun.

L'Inde n'est pas seule à livrer ce combat, et elle peut de toute évidence s'inspirer d'initiatives couronnées de succès dans d'autres pays. La prévention d'une épidémie de sida exige des partenariats efficaces. Dans le district de Bellary non loin de Bangalore, dans le Karnataka et dans cinq autres Etats, il existe un exemple de partenariat entre ces Etats, le Gouvernement, les organisations des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, qui a commencé à réduire la vulnérabilité des femmes en les sensibilisant à leur santé reproductive et à leurs droits. L'initiative cherche également à apprendre aux femmes à négocier leurs rapports sexuels et à augmenter l'accès qu'elles ont à l'information et aux services de santé reproductive.

L'initiative CHARCA (Réponse coordonnée au VIH/sida par la constitution de capacité et la sensibilisation) – financée par la Fondation des Nations Unies et le Gouvernement néerlandais – se concentre sur les femmes et les jeunes filles âgées de treize à vingt-cinq ans. Elle fera participer des communautés et responsabilisera les femmes par le biais d'organisations implantées au niveau local comme Freedom Foundation, en collaboration avec des responsables féminines élues par le village.

Le projet CHARCA est une des premières interventions organisées au niveau de tout un district ciblant les jeunes femmes de la population générale. Il cherche à créer un environnement qui favorise l'égalité et assure la justice pour les femmes et les fillettes. Il a pour mission de les armer face au virus et de faire respecter leurs droits.

Malgré sa maladie, Rajni garde espoir. Elle a la chance de bénéficier d'un traitement. Elle affiche un calme étonnant. Lorsqu'on lui demande pourquoi, elle répond : « Je fais confiance à mon pays. Nous trouverons moyen de vaincre le sida. Et si l'on ne me sauve pas, au moins ma fille n'aura pas à souffrir comme j'ai souffert. » Nous devons y croire, comme elle et comme les millions de victimes de la maladie en Inde et à travers le monde. Et nous devons tous faire ce que nous pouvons, même si c'est très peu, pour faire une différence ■

*Aishwarya Rai, ancienne Miss Monde, a été maintes fois récompensée par la critique pour les rôles qu'elle a joués dans des films de Bollywood. L'année dernière, elle fut la première actrice indienne à être membre du jury du Festival de Cannes. Elle sera bientôt à l'affiche dans *Bride and Prejudice* avec *Martin Henderson* et dans *Chaos* avec *Meryl Streep*.*

Une opportunité sans précédent

MARINA SILVA parle de la manière dont, en tant que première femme ministre de l'Environnement de son pays, elle met en application les politiques de développement durable qui favorisent la santé sociale et environnementale

L'année dernière, à l'arrivée au pouvoir du Président Lula, je suis devenue Ministre de l'Environnement. Je me suis alors trouvée confrontée à un dilemme majeur : comment mettre toute l'expérience des questions environnementales – que j'avais acquise dans la société, dans le monde universitaire, au parlement et à divers niveaux gouvernementaux – au service de politiques capables de relever les défis socio-environnementaux du Brésil et de préparer le pays au développement durable ?

Compte tenu de ma formation universitaire – je suis professeur d'histoire –, le premier élément à considérer était le lien historique existant entre la défense de l'environnement et les préoccupations sociales. L'année 2003 marquait trente années de politiques environnementales au Brésil, avec la création du premier Secrétariat spécial pour l'Environnement en 1973. Cette création avait été décidée suite aux premières protestations contre la pollution industrielle dans les zones rurales et urbaines, et la politique pratiquée initialement fut principalement de type « commande et contrôle ».

Deux années auparavant, l'écologiste José Lutzenberger était parti en guerre contre la contamination par les pesticides, qu'il avait surnommés « agripoisons ».

En 1981, une nouvelle loi mettait en

place une politique nationale d'environnement et un système national pour la protection de l'environnement (Sisnama), auxquels participaient les autorités municipales et nationales et le Gouvernement fédéral. Quatre ans plus tard, le Conseil national des industries du caoutchouc proposa la création de « réserves extractives » plutôt que de procéder à une réforme agraire dans la région amazonienne. Les écologistes nord-américains et européens furent stupéfaits de voir les peuples de la forêt lutter pour préserver l'habitat dont leur survie dépendait – mettant ainsi un terme au mythe selon lequel ces populations représentent une menace pour l'écosystème amazonien. Durant toute cette période, de puissants mouvements sociaux naquirent dans tout le pays et, en 1988, la Constitution fédérale se dota d'un nouveau chapitre consacré aux questions environnementales.

En 1989, le Gouvernement central créa l'agence environnementale brésilienne – l'Institut brésilien pour l'Environnement et les Ressources naturelles renouvelables – suite aux progrès réalisés en matière de législation et d'organisation sociale, et également aux répercussions considérables qu'eut le meurtre de Chico Mendes.

Dans les années 1990, l'institutionnalisation des questions environnementales au Brésil se trouva encore renforcée par

la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement organisée à Rio en 1992, par de nouvelles lois très importantes comme celles sur les délits environnementaux et par le système national d'unités de conservation.

Le manifeste électoral du Président Lula comportait un programme environnemental intitulé Environnement et Qualité de vie. Il est aujourd'hui en cours d'application en tant que programme gouvernemental, et il sert de base à la définition des objectifs du Ministère de l'Environnement. Le programme inclut le principe de la « transversalité », mettant en œuvre une politique environnementale intégrée dans le contexte de la politique gouvernementale générale. Il prévoit également la participation de la société civile au contrôle des politiques publiques et la participation de divers échelons gouvernementaux (fédéral, national et municipal) au renforcement du Sisnama et à la consolidation de l'ordre du jour du développement durable. Il confirme également le rôle du Ministère de l'Environnement en tant qu'instigateur de politiques socio-environnementales.

Dès le départ, notre Gouvernement a dû tenir compte du fait que les mouvements sociaux avaient depuis plus de vingt ans permis aux Brésiliens d'exprimer leur désir de participation accrue aux politiques environnementales. Nous avons donné priorité au renforcement des structures existantes et organisé la première Conférence nationale sur l'environnement, qui réunit 70 000 personnes. Parallèlement, quelque 5 millions de jeunes, d'enseignants et de familles se préparaient à une Conférence des jeunes sous le slogan « Occupons-nous du Brésil et renforçons le Sisnama ».

Suite au souhait exprimé de protection et d'utilisation durable de notre diversité biologique, le Gouvernement désigna 826 000 hectares de terres comme unités de conservation. L'Amazonie fut une des principales cibles de cette politique

Ricardo Beliel/PNUE/Topham

Nelson Lourenco/PNUE/Topham

Luiz C. Marigo/Still Pictures



intégrée. D'importantes mesures furent prises pour s'attaquer au déboisement, comme la mise en place d'un nouveau type d'établissement rural – les Etablissements forestiers – et le projet de lutte contre le déboisement de l'Amazonie auquel participèrent 11 ministères.

Les Ministères de l'Environnement et de l'Intégration nationale lancèrent le Programme amazonien durable destiné à transformer radicalement la politique de développement régional : il comporte des mesures concernant la gestion environnementale, la production durable couplée à l'innovation et à la compétitivité, l'inclusion sociale, la fourniture d'infrastructures et de nouvelles formes de financement. Suite à cela, les activités de la seconde phase du programme pilote de conservation des forêts ombrophiles tropicales ont acquis le statut de politiques publiques pour la région amazonienne.

Dans le cadre d'une nouvelle initiative de politique intégrée, nous travaillons avec le Ministère des Mines et de l'Energie en vue de mettre en application un nouveau modèle de gestion pour le secteur électrique : ses stratégies novatrices tiennent compte de la composante environnementale dans la planification des investissements.

Le débat sur la manière de concilier la politique environnementale et le développement économique gagne de l'importance dans certains secteurs de la société brésilienne, notamment au sein des médias et de l'industrie des infrastructures. Les questions environnementales ont rarement attiré autant l'attention depuis trente ans. C'est peut-être une indication positive de la pertinence de la nouvelle politique environnementale pour la gestion de l'économie, mais cela traduit également un conflit entre divers points de vue concernant l'introduction de la composante environnementale dans les stratégies de développement. Les propositions du programme Action 21, notamment dans sa version brésilienne, et leur adaptation

aux conditions locales sont particulièrement importantes dans ce débat. Il existe donc une opportunité sans précédent, grâce à la consultation publique et à l'action gouvernementale, de créer un nouveau concept de progrès qui soit socialement juste et écologiquement durable.

Il appartient au Gouvernement de montrer que les préoccupations concernant l'utilisation de l'environnement et des ressources naturelles n'est pas un obstacle au progrès social et économique. Au contraire, il ajoute de la valeur. C'est à la fois un stimulant et un atout, il génère des revenus et des emplois et représente une occasion de développement durable à long terme. Par contraste, au cours des quarante dernières années – depuis la politique de « développement » des années 1960 et le « miracle brésilien » sous le gouvernement militaire, associés à une expansion agricole débridée – nous n'avons pas réussi à surmonter les énormes inégalités sociales ni à garantir la qualité de vie et le bon usage des ressources naturelles, exception faite de projets et initiatives très localisés.

Une des réponses pratiques proposées par notre Gouvernement est de bitumer la route Cuiabá-Santarém, qui fait l'objet d'un long débat régional au sein duquel les restrictions environnementales ont toujours été considérées comme des obstacles. Si les précautions nécessaires ne sont pas prises, les projets de cette nature risquent d'aggraver les divisions sociales et d'endommager l'environnement – voire de mettre en péril les objectifs économiques. Notre projet à nous – que nous avons baptisé la Route durable – est issu d'un processus politique faisant intervenir les autorités, le secteur privé et les organisations sociales. Il s'articule autour d'un programme qui apportera un développement durable à l'ensemble de la région concernée par les travaux. Il s'agira notamment de créer des unités de conservation, de contrôler l'utilisation des terres, de fournir les services fonda-

Il existe donc une opportunité de créer un nouveau concept de progrès qui soit socialement juste et écologiquement durable

mentaux à la population et de promouvoir des politiques susceptibles de favoriser un bon usage des ressources naturelles. Il servira d'exemple aux futurs projets d'infrastructure et témoignera du fait que les travaux de ce type ne sont pas forcément la cause de problèmes sociaux et environnementaux insurmontables.

Tout ceci est possible parce que nous ne sommes pas partis de rien. Nous évoluons dans un climat favorable dans lequel les experts techniques, les écologistes, les politiques et les communautés sont tous prêts à travailler ensemble pour atteindre la durabilité. Nous disposons d'un cadre juridique efficace et du soutien d'un secteur commercial dynamique et tourné vers l'avenir. Et nous savons par expérience comment traiter les controverses et négocier à chaque étape pour atteindre nos objectifs.

C'est pourquoi, alors que nous venons d'entrer en fonction, nous ne présentons pas de bilan inspiré de la sempiternelle question « Qu'avons-nous fait ? ». Nous en posons une plus complexe et de plus grande envergure, à savoir : « Quelle sont nos nouvelles contributions ? » Je suis convaincue que jusqu'à présent, le Gouvernement a pris les premières mesures publiques pour un développement tenant pleinement compte de la dimension socio-environnementale ■

La Sénatrice Marina Silva est membre du Sénat fédéral du Brésil et Ministre de l'Environnement. Elle a été récompensée par de nombreux prix internationaux dont un Prix Goldman de l'environnement et elle est au nombre des « 25 femmes au service de l'environnement » désignées par le PNUE.

Connie Campbell/PNUE/Topham



Andre Louzas/PNUE/Topham



Joao Luiz Gasparini/PNUE/Topham



Publications et produits



PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) Concours international de photographie 2004-2005

Le PNUE a donné le coup d'envoi de son quatrième **Concours International de photographie sur le thème de l'environnement** dans 19 villes du monde. A nouveau parrainé par Canon Inc., le concours est ouvert à tous les photographes, professionnels ou amateurs, de toutes nationalités et de tous âges. Trois prix sont décernés – Or, Argent et Bronze – dans les catégories Générale, Jeunes et Enfants.

Klaus Toepfer, Directeur exécutif du PNUE, a déclaré : « Les trois premiers concours ont remporté un formidable succès, passionnant le monde de la photo et sensibilisant considérablement un public international aux questions environnementales. »

Fujio Mitarai, Président-Directeur général de Canon Inc. a expliqué : « Notre philosophie d'entreprise se fonde sur le principe *kyosei*, qui signifie vivre et travailler ensemble pour le bien de tous. En vertu de cette philosophie, nous considérons qu'une coexistence harmonieuse avec la nature et l'environnement est essentielle pour que la société parvienne au développement durable. J'espère que grâce aux images qu'ils présenteront, les photographes qui participeront à ce concours feront partager l'idéal *kyosei* au monde entier. » Pour participer au concours, visitez www.unep-photo.com ■



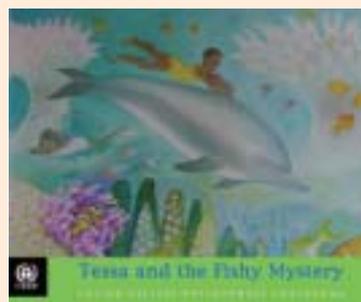
Natural Allies, une nouvelle publication du PNUE, propose une vision claire de la manière dont la société civile peut travailler avec le PNUE, en bénéficiant de son programme de travail et en le renforçant. En s'appuyant sur les conseils des nombreuses organisations consultées durant un processus d'évaluation par des pairs, l'ouvrage explique comment la société civile peut agir directement avec les gouvernements dont les décisions guident les travaux du PNUE et participer aux activités du PNUE.

Natural Allies est disponible auprès de www.earthprint.com ■

Le journal **Environmental Health Perspectives (EHP)** a élaboré un vaste programme d'information destiné à diffuser à travers le monde des données crédibles concernant la santé de l'environnement. EHP devient un journal libre d'accès, qui fournit des abonnements gratuits aux lecteurs des pays en développement. Il publie une édition trimestrielle en langue chinoise, participe à une initiative du **Fogarty International Center** en association avec des journaux médicaux d'Afrique et publie une section en espagnol dans le journal chilien/latino-américain **Ciencia & Trabajo**. Le sommaire du magazine est traduit en chinois, français, japonais, russe et espagnol. Voir <http://ehp.niehs.nih.gov/> ■



Les femmes sont des agents de changement indispensables, comme en témoigne l'ouvrage *Women and the Environment*. Produit par le PNUE en partenariat avec **WEDO, l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement**, et avec le concours financier de la **Fondation des Nations Unies**, il rend hommage à la contribution essentielle des femmes à la conservation et à la gestion environnementales. Le PNUE espère que cet ouvrage, disponible sur www.unep.org, permettra à la communauté du développement environnemental et durable de mieux comprendre l'importance de l'égalité des sexes et d'intégrer celle-ci à tous les aspects de ses travaux ■



Tessa and the Fishy Mystery est le premier petit livre à paraître dans la nouvelle série **TUNZA** d'histoires environnementales destinées aux enfants et publiées par le PNUE. Ce conte superbement illustré raconte l'histoire d'une fillette qui vit au bord de la mer et se trouve confrontée à divers problèmes environnementaux

comme la pollution, la surpêche et le déboisement des mangroves. L'ouvrage comporte également une partie factuelle sur les mers et les océans. Il est disponible auprès de www.earthprint.com (prix \$6) ■

Les chercheurs de **l'Université du Delaware** aux Etats-Unis ont découvert comment fabriquer un nouveau type de carte de circuit imprimé à partir de plumes de poulets. Quelque 1,36 milliard de kilogrammes de plumes sont générés chaque année par les 8 milliards de volailles élevées aux Etats-Unis, ce qui pose un problème considérable de déchets. Pourtant, les plumes se révèlent idéales pour les cartes de circuits qui, selon **Richard Wool** – le père de cette idée – exigent un matériel « léger mais solide, avec un maximum d'air ». Les électrons se déplacent deux fois plus rapidement sur les cartes de circuits en plumes que sur les modèles classiques, et elles satisfont les normes de l'industrie de l'électronique ■



The Optimist est le titre du nouveau magazine trimestriel lancé par **Green Cross International** et dirigé par **Mikhail Gorbachev**. Fidèle à son titre, la publication se veut tournée vers l'avenir. Elle s'est donné pour mission de sensibiliser son public à la multitude de solutions et d'innovations que recèlent les formidables ressources culturelles, historiques, scientifiques et techniques dont dispose l'humanité. Voir www.greencrossinternational.net ■

Si vous avez déjà tenu dans vos bras un nouveau-né, vous savez combien le sentiment qu'il fait naître est puissant. L'essence même de l'existence semble se concentrer dans ce moment, dans cette nouvelle vie, si innocente, si frêle et pourtant si confiante. Ce sont nous, les adultes, qui devons protéger et guider ce petit être, et la responsabilité qui pèse sur nos épaules paraît bien lourde.

Pourtant, ce nouvel arrivant dans notre monde a déjà été touché par notre mode de vie, et il continuera à l'être tout au long de sa croissance. Les substances chimiques artificielles – produits des temps modernes – sont omniprésentes et elles finissent inévitablement par pénétrer dans notre corps. Dans le ventre de sa mère, déjà, le nouveau-né se trouve pour la première fois exposé à des substances chimiques. Il absorbe ensuite d'autres produits par le biais du lait maternel et à travers d'autres sources de pollution de son environnement et de son alimentation. De par leur petite taille et de par leur régime alimentaire, les enfants sont plus exposés que les adultes. Chez eux, les effets sont d'autant plus sévères que leurs organes internes, leurs systèmes nerveux et hormonal et leur cerveau sont encore en train de se développer.

Il n'y a pas moyen d'échapper aux produits chimiques. Au dernier comptage effectué dans l'Union européenne (UE) il y a plus de vingt

Un héritage chimique

MARGOT WALLSTRÖM parle des risques de santé associés à de nombreuses substances mal connues, et elle présente les mesures prises pour tester et contrôler ces substances

ans, on recensait plus de 100 000 produits. Aux Etats-Unis, 80 000 substances font l'objet d'une licence. Dans les deux cas, seule une infime partie de ces produits chimiques a fait l'objet d'études approfondies de leurs impacts sur la santé humaine et sur l'environnement. On trouve très peu d'informations sur la manière la plus sûre de les utiliser. Même dans les régions les plus isolées de la Terre, comme chez les Inuits, le lait maternel contient des niveaux élevés de substances persistantes et bio accumulatrices. Pourtant, les Inuits n'ont pas utilisé de produits contenant ces substances, mais celles-ci sont capables de voyager sur de très longues distances, nuisant à la santé et détruisant l'environnement sur leur passage.

L'année dernière, j'ai fait analyser mon propre sang. Sur 77 substances problématiques recherchées, 28 étaient présentes dans mon sang. Il contenait notamment des BPC carcinogènes (biphényles polychlorés) – produits chimiques industriels utilisés autrefois dans le matériel électrique pour empêcher son inflammation – et du DDT, pesticide interdit dans les années 1970 dans les pays occidentaux après qu'on ait constaté la mort d'oiseaux se nourrissant sur des terres traitées. Les médecins m'ont dit que les taux auraient été plus élevés si je n'avais pas allaité mes deux fils, auxquels j'ai donc transmis ces substances. L'allaitement maternel reste la meilleure façon de donner un bon départ dans la vie à un enfant, mais cette découverte a fortement renforcé ma conviction que les substances qui s'accumulent dans notre corps et dans l'environnement devraient être très strictement contrôlées, voire éliminées.

Aujourd'hui, les BPC et le DDT sont interdits dans de nombreux pays et les taux présents dans le lait maternel et dans l'environnement sont donc en baisse. Ceci démontre l'efficacité d'une action conjointe



TopFoto/Imageworks

menée contre les risques liés aux produits chimiques, même si l'amélioration est bien plus lente que ce que nous souhaiterions. Il est grand temps que la communauté internationale intensifie les efforts déployés en matière de sécurité chimique.

Durant le Sommet mondial sur le développement durable de 2002 à Johannesburg, nous avons promis de « faire en sorte que d'ici 2020 les produits chimiques soient utilisés et produits de manières permettant de minimiser les effets contraires significatifs sur la santé humaine et sur l'environnement ».

Compte tenu de notre mauvaise connaissance des produits chimiques, il est difficile d'établir des relations de causalité précises et encore moins de déterminer quelles sont les interactions complexes ►

entre les différentes substances. Nous avons cependant constaté des tendances inquiétantes dont on pense qu'elles sont en partie liées aux produits chimiques. Les allergies, cancers et problèmes de santé reproductive sont en hausse dans l'UE. En France, de récentes statistiques montrent une augmentation des cancers de 63 % en vingt ans. Des études indiquent que le sperme des jeunes Européens s'est appauvri en quelques décennies, et que les cancers testiculaires sont plus nombreux. On estime qu'un couple sur sept a des difficultés à concevoir. Et chez les animaux, on a également noté des signes préoccupants de bouleversements endocriniens, tels que la mutation sexuelle chez des mollusques ayant été en contact avec des agents antialissures.

Cette liste de problèmes sanitaires et environnementaux soupçonnés d'être liés aux produits chimiques pourrait être beaucoup plus longue. Dans la mesure où nombre de ces effets sont le résultat insidieux d'une exposition à long terme à un ensemble de produits

chimiques, il n'est pas facile de remonter jusqu'aux produits incriminables et d'apporter des preuves irréfutables.

C'est pour cette raison que l'UE s'achemine vers un nouveau système de gestion des produits chimiques, baptisé REACH (enregistrement, évaluation et autorisation des substances chimiques). REACH exigera des industriels qu'ils testent, évaluent et fournissent des renseignements sur la sécurité de toute substance qu'ils produisent en quantité significative. Cette information essentielle devra obligatoirement être communiquée aux autres usagers en aval de la chaîne de distribution – comme dans le cas de fabricants dont les procédés de production utilisent des produits chimiques – et elle devra être largement disponible. L'usage des produits chimiques dangereux – comme ceux susceptibles de provoquer des cancers, des mutations ou des problèmes de reproduction, ou encore ceux qui s'accumulent dans notre corps et dans l'environnement – nécessitera une licence spéciale ou pourra même être interdit. L'industrie



Banson

Une invasion toxique

SHARYLE PATTON décrit comment les produits chimiques qui envahissent le corps des femmes menacent les droits qu'elles viennent tout juste de conquérir

Contrairement à nos arrière-grands-mères – qui moururent avant les débuts de la révolution chimique du milieu des années 1950 –, nous absorbons des centaines de substances

toxiques. Nombreuses sont celles qui s'accumulent dans notre graisse corporelle, où elles persistent durant des décennies. D'autres sont absorbées par l'organisme et rapidement métabolisées avant d'être excrétées.

Les contrôles biologiques permettent d'établir la présence de ces produits dans notre corps, et ils constituent une preuve de notre exposition. Les données qu'ils fournissent ont de profondes implications pour les femmes du monde entier.

La Conférence internationale des Nations Unies sur la population et le développement, organisée au Caire en 1994, et la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing l'année suivante, ont toutes deux réaffirmé le droit des femmes à jouir des plus hautes normes possibles de santé physique et mentale. Ces droits fondamentaux – y compris le droit à la sécurité de la personne, le droit d'avoir des enfants et le

droit de toute femme à contrôler tous les aspects de sa santé et en particulier sa fertilité – sont actuellement sérieusement compromis par l'exposition des femmes aux produits chimiques toxiques.

Portés par les vents et par l'air, les produits chimiques persistants peuvent parcourir des milliers de kilomètres. La neige des Alpes suisses contient du DDT utilisé sous les tropiques pour contrôler la malaria. Les communautés indigènes vivant à proximité du Cercle arctique ont dans le corps des taux importants de biphényles polychlorés (PCB), surtout utilisés comme ignifugeants bien plus au sud. Que nous habitions Johannesburg ou Juneau, Rome ou Rio de Janeiro, nous portons tous en nous un échantillon du cocktail chimique élaboré par le monde industrialisé.

Le corps des femmes contient également des substances chimiques issues de produits et procédés qu'elles utilisent ou auxquels elles sont exposées. Ont-elles

comprendra alors clairement qu'il est temps de rechercher et de développer des alternatives plus sûres.

Cette proposition de règlement, qui va être débattue par le Parlement européen et par le Conseil des ministres de l'UE, constitue un test en matière d'application d'une approche de développement durable. Notre objectif premier a été d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement, mais nous avons également veillé à minimiser les coûts et la bureaucratie pour l'industrie, répondant ainsi à la nécessité de règles claires et transparentes aptes à stimuler l'innovation et la croissance. Mettant en balance les préoccupations environnementales, sociales et économiques, le système REACH nous aidera à honorer l'engagement que nous avons pris à Johannesburg.

REACH n'est pas une solution miracle qui permettra d'éliminer les substances problématiques qui sont déjà largement présentes dans l'environnement. Mais le système permettra d'identifier suffisam-

ment tôt les risques associés aux substances chimiques afin de prévenir les effets nocifs liés à leur mauvaise utilisation. Nous avons besoin des produits chimiques. Ils font partie intégrante de la société moderne et assurent une part importante du confort et de l'aspect pratique de notre vie quotidienne. Il faut cependant qu'ils soient utilisés et manipulés avec précaution, et nous devons donc nous débarrasser de ceux qui posent des risques ingérables.

Plus que quiconque, les nouveaux-nés – et les enfants qu'ils deviennent – ont le droit de grandir dans un environnement sain. Mais les femmes et les hommes ont eux aussi droit à un environnement sain, à des conditions de travail sans danger et à des produits sûrs.

Il ne tient qu'à nous de faire de véritables progrès en matière de sécurité d'utilisation des produits chimiques dans l'UE. Ce faisant, je suis sûre que nous montrerons l'exemple aux autres pays ■

Margot Wallström est la Commissaire européenne à l'Environnement.



cultivé la terre en s'aidant de chlorpyrifos ou de DDT ? Vivent-elles près d'une usine polluante, d'un incinérateur ou d'un carrefour très embouteillé ? Ont-elles lavé les cheveux de leurs enfants avec des produits contenant du lindane ? Ont-elles nettoyé leur logis avec certains solvants ou employé certains cosmétiques contenant des phthalates et autres produits chimiques ? La réponse à ces questions est documentée dans leur corps, qui devient en quelque sorte un journal chimique de leur vie.

L'expression génétique se trouve modifiée par toute une panoplie d'hormones, de neurotransmetteurs et de facteurs de croissance. Nos systèmes nerveux, immunitaire, reproducteur et endocrinien fonctionnent tous en utilisant ces messagers chimiques pour déclencher des événements biologiques.

De nombreux produits artificiels ressemblent à ces substances naturelles. Lorsque le corps se trompe et les utilise

comme si elles faisaient partie de son système de transmission de messages, ces substances chimiques peuvent déclencher une cascade d'événements délétères. Nombre des produits chimiques désormais présents dans le sang, l'urine, les os, le lait maternel, les tissus adipeux ou autres bio spécimens des femmes peuvent transmettre des messages involontaires susceptibles de modifier le fonctionnement des systèmes complexes et fragiles du corps. Cette « prise d'otage » chimique peut se produire avec des niveaux d'exposition très faibles, autrefois considérés comme inoffensifs.

Durant la grossesse, de nombreux produits chimiques sont capables de traverser le placenta et de perturber le développement du fœtus à des périodes critiques de croissance et de différenciation cellulaires. Les effets ne deviennent parfois évidents qu'à la puberté ou même plus tard.

Certains droits fondamentaux sont sérieusement compromis par l'exposition des femmes aux produits chimiques toxiques

De tous temps, les épidémiologistes se sont concentrés sur les effets de doses élevées d'exposition chimique sur des populations peu nombreuses. Aujourd'hui, une révolution en matière de toxicologie nous conduit à nous intéresser à l'impact de faibles doses sur des populations importantes, et à étudier les effets des associations de produits chimiques, qui risquent d'agir de façons inattendues et non analysées. Il est également indispensable que nous examinions l'impact sur les populations particulièrement vulnérables, comme les enfants (qui, en raison de leur faible poids sont proportionnellement plus exposés aux produits chimiques que les adultes), les personnes âgées (dont le corps n'est ►

plus forcément capable de métaboliser et d'excréter certains produits) et les femmes (dont la vulnérabilité particulière découle de leur activité hormonale mensuelle et d'une couche supplémentaire de graisse épidermique).

La toxicologie réglementaire classique ne suffit donc pas à guider les normes de santé publique, notamment en ce qui concerne les femmes et les enfants chez qui on observe dans le monde entier une incidence croissante de certaines maladies, dont certains cancers et handicaps de développement.

Dans de nombreuses régions, il semble que le cancer du sein soit en augmentation, malgré une mortalité en baisse ou stable dans certains pays. Le lien entre le cancer du sein et les produits chimiques toxiques n'est pas clairement établi, mais un certain nombre d'études indiquent qu'il est nécessaire de prendre des mesures de précaution. Il semble, par exemple, être lié à une exposition permanente aux œstrogènes. Comme le corps reconnaît de nombreuses substances artificielles comme ayant des propriétés œstrogéniques, l'exposition à ces substances pourrait bien être liée au cancer du sein.

Omniprésente, la dioxine est une des substances incriminées. Une nouvelle étude a montré que les femmes exposées à des taux élevés d'une forme de dioxine suite à l'explosion de l'usine italienne de Seveso en 1976 couraient un risque accru de cancer du sein.

Il est également possible que la stérilité soit en augmentation dans de nombreuses régions, mais la difficulté que présente la collecte de données ne permet pas une analyse définitive. On ne connaît pas la cause d'un tiers environ de tous les cas de stérilité, de la fin de l'adolescence à la trentaine. Des données scientifiques suggèrent que les produits toxiques sont peut-être responsables.

On a trouvé du diphénol A – présent dans les polycarbonates et autres plastiques, la pellicule intérieure des boîtes de conserve, les revêtements de sol, les émaux et vernis, les adhésifs, le vernis à ongles, les CD, le matériel et les appareils électriques – dans le sang des femmes enceintes, dans le sang du cordon ombilical à la naissance et dans les tissus placentaires, à des taux dont on sait qu'ils sont susceptibles de modifier le développement.

Les recherches effectuées récemment sur des souris ont associé ce produit à l'aneuploïdie, l'erreur chromosomique qui chez les humains provoque de nombreuses fausses couches et anomalies

congénitales, y compris la trisomie 21. Chez la souris, le mécanisme de division des cellules est le même que celui de très nombreux organismes vivants, et les résultats sont donc susceptibles d'être pertinents pour la santé humaine. D'autres études indiquent que l'exposition au DDT augmente également les risques de naissance prématurée, voire de fausse couche.

Parallèlement, la faible numération et la qualité médiocre des spermatozoïdes



Bansoni

sont associées à une exposition aux produits chimiques, notamment à des pesticides aussi courants que l'alachlor, l'atrazine et le diazinon.

Bien que ces études ne soient pas conclusives d'un point de vue scientifique, les preuves dont nous disposons indiquent que notre droit à la santé reproductive et à une grossesse saine se trouve peut-être menacé par l'exposition à une vaste gamme de produits chimiques.

Notre droit à atteindre notre potentiel maximum et à assumer notre héritage génétique est menacé par l'exposition du fœtus à de nombreux produits chimiques – notamment les PCB et les DEHP – qui semblent modifier notre façon de penser et notre comportement. On a, par exemple, découvert que les enfants possédant à la naissance des taux de PCB élevés (mais néanmoins considérés comme « normaux »), nés de mères

vivant dans la région des Grands Lacs qui avaient consommé du poisson sauvage deux ou trois fois par mois dans les années précédant leur grossesse et durant celle-ci, avaient une tête d'une circonférence inférieure, un QI moins élevé, une attention moins soutenue et des réflexes plus faibles que la moyenne.

Par ailleurs, les scientifiques néerlandais ont constaté que les garçons plus exposés aux PCB avaient tendance à jouer à des jeux féminins tandis que les filles ayant subi la même exposition jouaient à des jeux plus masculins : on a remarqué que les filles et les garçons exposés avant la naissance à des doses plus élevées de dioxine adoptaient un comportement plus féminisé. Cette étude concorde avec celles effectuées chez les animaux.

Les études de ce genre sont préoccupantes à cause de ce qu'elles impliquent pour la santé physique et émotionnelle des femmes, et pour la santé de leur famille. Pourtant, rares sont ceux parmi les milliers de produits chimiques utilisés actuellement, ou qui sont des sous-produits involontaires de procédés industriels, dont les impacts sur la santé humaine ont été testés. Nous ne connaissons pas le plein impact que peut avoir l'exposition chimique sur notre santé et sur nos droits humains fondamentaux.

Certains accords récents – en particulier la Convention de Stockholm qui prévoit l'élimination progressive de 12 des polluants organiques persistants les plus dangereux et qui inclut un mécanisme permettant d'ajouter d'autres produits à la liste, et l'initiative législative REACH proposée par l'UE – sont de solides premiers pas pour protéger les droits des femmes de l'invasion des produits toxiques. Il faut que les femmes du monde entier soient mieux informées des menaces qui pèsent sur leur santé – et celle de leurs enfants –, de façon à ce qu'elles puissent participer au processus de recherche d'alternatives sûres, de soutien des essais préalables de tout produit chimique avant son lancement commercial et d'intégration du principe de précaution aux politiques de gestion des produits chimiques. Nous protégerons ainsi la santé des femmes et celle des générations futures. Et nous conserverons aussi ce pourquoi nous luttons depuis dix ans, à savoir la possibilité pour toutes les femmes de vivre en se réalisant pleinement ■

Sharyle Patton est Directrice du Programme santé et environnement de Commonweal.



Autonomisation d'abord

ADRIENNE GERMAIN considère que la protection de la santé des femmes et de l'environnement passe par la garantie des droits des femmes

Les femmes font-elles partie du problème ou partie de la solution ? Il y a dix ans, lors de la Conférence internationale sur la population et le développement, les 179 pays réunis au Caire s'accordèrent à dire qu'en matière de famille et de santé, d'éducation et de développement, de démographie et d'environnement, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, la santé et les droits des femmes sont la réponse aux problèmes.

Les participants reconnaissaient que les enjeux mondiaux les plus importants – pauvreté, mauvaise santé, ignorance, destruction environnementale – ne pourraient être résolus qu'en répondant aux besoins de toutes les femmes et fillettes, notamment celles qui sont marginalisées, au plan le plus personnel qui soit. Ils confirmèrent le droit de chacune à la santé, à l'éducation et également à la possibilité de contrôler sa vie sexuelle et reproductive.

Il ne s'agissait pas là de notions utopiques et idéalistes, même si l'idéalisme ne manquait pas. L'idée de base était qu'en investissant dans la santé et dans l'éducation de chaque femme – pas à pas, au cas par cas – la nouvelle autonomie de celle-ci lui permettrait de faire des choix susceptibles d'améliorer considérablement la vie de sa famille, de sa communauté et du monde. Ses décisions et celles de millions d'autres femmes du monde entier permettraient de freiner la croissance démographique, d'augmenter la prospérité et de limiter la pression sur l'environnement.

Au Caire, les pays rejetèrent les cibles démographiques en tant que stratégie de ralentissement de la croissance démographique et d'aide au développement économique. Ils convinrent que la meilleure manière de construire des familles, des communautés et des nations était d'investir dans les femmes, et notamment dans la santé reproductive, dans l'éducation des filles et dans la conservation de l'environnement. Les participants de pays riches et pauvres reconnaissaient qu'ils payaient très cher leur refus continu d'accorder aux femmes les droits humains les plus fondamentaux :

un cercle vicieux de pauvreté, et la dégradation concomitante des personnes, des sociétés, et de l'environnement.

En accordant leur autonomie aux filles, le reste suivrait.

Les réalisations de la seconde partie du 20^e siècle montrèrent combien le consensus avait raison. De nombreux économistes attribuent le succès du Japon et des autres « Tigres asiatiques » à la baisse du taux de natalité, qui créa un « dividende démographique » permettant aux parents et aux sociétés d'investir davantage dans un nombre plus restreint d'enfants.

Ce principe se vérifie en Europe, dans les Amériques, en Afrique et en Asie : une fille instruite se marie plus tard, elle a moins d'enfants et ceux-ci sont en meilleure santé. Si elle fréquente l'école, ne serait-ce que pendant quatre ans, elle double les chances de survie de son enfant, par rapport à celui d'une femme n'ayant reçu aucune instruction. Au niveau national, les grossesses plus tardives et la réduction de la mortalité infantile provoquent souvent une baisse du taux de fécondité, qui se traduit alors par un supplément de ressources pour la génération suivante.

La Conférence du Caire fit l'effet d'un raz de marée. Elle reconnaissait l'importance vitale des femmes. Elle admettait que si cette moitié négligée de la population mondiale était en meilleure santé et plus instruite, et si ses droits humains étaient protégés, elles contribuerait de manière cruciale à résoudre les problèmes du monde. Dix ans plus tard, où en sont les engagements qui avaient été pris ?

Au fur et à mesure que les pays commencent à appliquer les préceptes décidés au Caire, des preuves de plus en plus nombreuses témoignent de la validité de cet investissement. Entre 1998 et 2001, grâce aux efforts du Gouvernement et d'organisations à but non lucratif, le Brésil a réduit son taux de décès maternels de 34,4 à 28,6 pour 100 000 admissions à l'hôpital. Au Bangladesh, l'initiative commune prise par le Gouvernement et la société civile a permis, ►

entre 1998 et 2002, de faire passer le pourcentage de femmes bénéficiant de soins prénataux de 26 % à 47 % et l'espérance de vie des femmes de cinquante-huit ans à soixante ans ; et la mortalité maternelle est tombée de 410 pour 100 000 naissances vivantes à 320.

Malheureusement, nombreux sont les exemples au cours des dernières décennies qui montrent comment une croissance démographique élevée peut éroder la qualité de vie, nuire à l'environnement et freiner le processus de développement.

Alors que la croissance démographique s'est stabilisée dans le monde industrialisé, les taux de croissance restent élevés dans certaines régions du monde en développement. Pour une Africaine, par exemple, le nombre moyen de naissances est de 6,0 par rapport à la moyenne mondiale actuelle de 2,7. Près de la moitié des pays d'Afrique affichent une croissance démographique de l'ordre de 3 %, et la part du continent africain dans la population mondiale devrait pratiquement doubler d'ici au milieu du siècle, passant de 13 % à 24 %. En même temps, plus de 300 millions d'Africains subsistent avec moins d'un dollar par jour. La production alimentaire par personne décline, et la crise de santé publique aggravée par le sida et le VIH est en hausse. La pression exercée par des populations toujours plus nombreuses sur les terres, les forêts et les ressources en eau contribuent au déboisement, à l'érosion des terres, à la désertification et à la baisse des nappes phréatiques. D'après certaines estimations, la moitié de l'Afrique sub-saharienne souffre d'une dégradation de ses terres arables qui mine les moyens d'existence d'une population principalement agricole.

En Inde également, la population devrait augmenter de 52 % pour atteindre 1,6 milliard d'habitants d'ici au milieu du siècle, date à laquelle le pays aura dépassé la Chine, aujourd'hui le pays le plus peuplé du monde. Au Rajasthan, le taux de fécondité élevé et la sécheresse dévastatrice obligent les hommes à émigrer pour trouver du travail. Les femmes effectuent 80 % des travaux agricoles tout en essayant de trouver malgré la pénurie suffisamment de nourriture, d'eau et de combustible pour leurs enfants. Les migrations ont introduit le spectre du VIH et du sida.

Pourtant, malgré toutes ces difficultés, les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises. D'abord, nous savons ce qu'il faut faire : adhérer aux principes convenus au Caire – agir pas à pas, une femme, une fillette à la fois.

Le consensus du Caire continue à bénéficier d'un soutien important. Lors de réunions régionales organisées ces deux dernières années en Asie, en Amérique latine et en Afrique, les pays ont très fermement réaffirmé leur engagement vis-à-vis du plan d'action, malgré l'opposition de l'Administration américaine actuelle et d'une poignée de voix ultra conservatrices.

En mai dernier, la 57^e Assemblée mondiale de la santé à Genève a adopté la première stratégie de l'Organisation mondiale de la santé



En matière de famille et de santé, d'éducation et de développement, de démographie et d'environnement, les femmes sont la réponse aux problèmes

souligne également les préoccupations de la communauté mondiale quant à l'insuffisance des progrès faits depuis dix ans en matière de santé reproductive et sexuelle, et l'Organisation s'engage à mobiliser une volonté politique plus concertée ainsi que l'investissement indispensable. Les pays industrialisés notamment sont loin d'avoir tenu leurs promesses en matière de programmes de santé reproductive et de planification des naissances. Les pays industrialisés qui devaient contribuer chaque année à un tiers du budget total, soit 6,1 milliards de dollars d'ici à 2005, n'avaient encore apporté l'année dernière que 3,1 milliards de dollars.

Ce manque de volonté est particulièrement inquiétant pour les nations les plus pauvres, leurs habitants et leur environnement. Le monde abrite aujourd'hui la plus importante génération de jeunes de tous les temps – quelque 1,2 milliard, âgés de dix à dix-neuf ans – dont la vaste majorité vit dans le monde en développement. Le sous-continent indien et l'Afrique, par exemple, ont des populations extrêmement jeunes. En Inde, 34 % de la population n'a pas plus de quinze ans. Et dans la plupart des pays africains, ce chiffre est au moins de 45 %. Si ces jeunes ne bénéficient pas de l'information et de services adéquats de santé sexuelle et reproductive, si les filles n'ont pas accès à l'instruction ou à des activités rémunératrices, le cercle vicieux de fécondité élevée et de mauvaise santé, de pauvreté et de pressions environnementales perdurera.

Les questions démographiques sont au cœur des plus importants problèmes du monde, mais leur résolution implique des décisions, convictions et comportements hautement personnels. Il y a dix ans, nous avons reconnu que chaque femme et chaque fille est importante en soi et que, lorsqu'elle en a la possibilité, elle est la clé d'une santé et d'une vie meilleure pour elle-même, sa famille et le monde.

Pour relever les défis de la pauvreté, de la mauvaise santé et des pressions environnementales, il ne suffit pas de prendre des engagements. Il faut fournir les ressources permettant de placer les besoins, désirs et droits de chaque femme et de chaque fillette au centre des politiques mondiales de santé et de développement ■

Adrienne Germain est Présidente de la Coalition internationale pour la santé des femmes.

Des citoyennes engagées

LOIS ABRAHAM et **JANE ROBERTS** montrent que le peuple américain soutient de plus en plus les initiatives prises par les Nations Unies en matière de démographie et de développement

En tant que citoyennes américaines, nous sommes fières du rôle qu'ont toujours joué les Etats-Unis dans les questions liées à la démographie et au développement.

John D. Rockefeller III fut très actif dans ce domaine et, dans les années 1960, c'est lui qui dynamisa les actions américaines et mondiales. George H.W. Bush, qui était à l'époque ambassadeur américain auprès des Nations Unies, se trouvait présent lors de la création du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et il se félicita des premières initiatives prises par le Fonds. Pendant trente ans, l'aide aux populations représenta une part importante de l'aide étrangère américaine. Nous étions également fières du leadership fourni par le Gouvernement américain lors de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 et nous étions ravies lorsque le financement américain pour les populations atteignit le chiffre record de 585 millions de dollars en 1995. Le suivi de la CIPD

assuré par des fondations américaines fut également très encourageant.

Le Président George W. Bush fut élu en qualité de conservateur unificateur et compatissant. En ce qui concerne les questions démographiques, les débuts furent prometteurs et le FNUAP continua d'être financé. Le secrétaire d'Etat Colin



PNU/E/Topham

Anujit Roy/PNU/E/Topham

Powell félicita l'organisation pour son travail, et des fonds supplémentaires furent demandés pour répondre aux programmes d'urgence mis en place par le FNUAP en Afghanistan. Fin 2001, un accord budgétaire conclu entre le Congrès et le Président prévoyait une attribution de fonds au FNUAP. Pourtant, en juillet 2002, le financement du FNUAP fut supprimé.

Personnellement, nous étions très préoccupées que cela se produise au moment où notre nation avait désespérément besoin d'unité mondiale et de coopération internationale, suite aux attentats du 11 septembre 2001. Lois commença à contacter des amis par e-mail, leur demandant d'envoyer au moins un dollar pour aider le FNUAP à

Les citoyens ont le devoir d'exprimer la nécessité d'une coopération mondiale

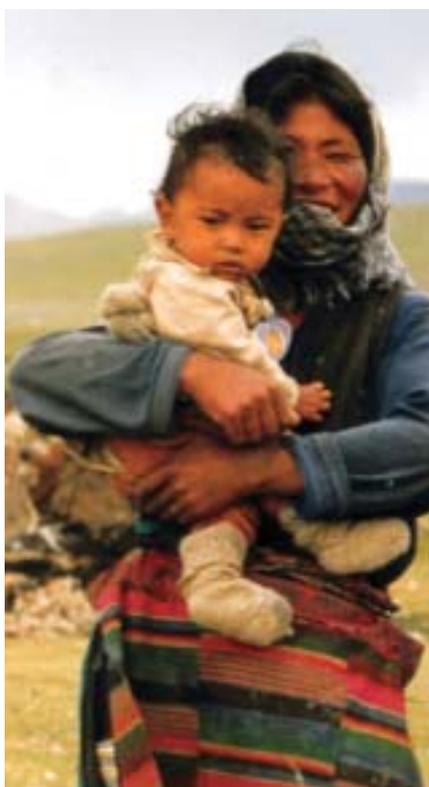


poursuivre son travail et montrer au monde que le peuple américain se souciait de la vie des femmes. Exprimant une préoccupation similaire, Jane écrivit au journal local, incitant les lecteurs à envoyer un dollar et un message. Vint ensuite la création du site www.34millionfriends.org.

Très rapidement, devant le flot de courrier toujours plus important, l'initiative « 34 millions d'amis du FNUAP » vit le jour. A ce jour, plus de 100 000 Américains ont répondu à l'appel, et les fonds recueillis atteignent 2 millions de dollars. Cela a permis à l'Américain moyen d'exprimer son soutien aux femmes du monde et sa préoccupation face à un aspect important de la politique américaine.

Plus généralement, « 34 millions d'amis du FNUAP » témoigne de la montée en puissance des initiatives prises par les citoyens, à une époque où l'information quotidienne rapproche toujours davantage peuples et pays. Les citoyens ont l'occasion – et le devoir – d'exprimer la nécessité d'une coopération mondiale au nom de l'avenir de notre planète et de ses habitants. A l'occasion du dixième anniversaire de l'accord historique du Caire, nous espérons que les efforts consentis par le peuple américain serviront d'exemple d'action citoyenne à travers le monde, au profit de la santé des femmes, de l'environnement et d'autres causes communes au service du bien mondial ■

Lois Abraham, avocate, et Jane Roberts, enseignante en retraite, sont les cofondatrices de « 34 millions d'amis du FNUAP ».



PNU/E/Topham



Topfoto/Inageworks

Les valeurs environnementales devraient être enseignées dans le cadre de la culture de chacun

Le PNUE a créé un Point focal de promotion de l'égalité des sexes, chargé d'influencer dans ce sens les politiques générales des Nations Unies. Il surveille également la mise en application des décisions du Conseil d'administration du PNUE concernant le rôle des femmes dans l'environnement et le développement, afin d'assurer la participation bénéfique et paritaire de celles-ci à toutes les activités de gestion de l'environnement. En 2000, une stratégie d'intégration des considérations liées à l'égalité des sexes a été élaborée pour créer une structure de mise en application des politiques et activités d'intégration de l'égalité au sein des Nations Unies. Cette stratégie a été développée en vue d'améliorer la gouvernance institutionnelle, les programmes et les procédés de gestion du PNUE.

Le PNUE poursuit une politique d'intégration d'une perspective d'égalité des sexes dans la formulation des plans et budgets de ses programmes. Tous les projets du PNUE tiennent compte du manuel du PNUE sur la formulation, l'approbation, le suivi et l'évaluation des projets, qui contient un chapitre sur les directives concernant l'égalité des sexes. Ces directives mettent l'accent sur les considérations d'égalité des sexes dans les documents de projet et elles identifient les mesures permettant d'inclure ces considérations dans les relations qu'entretient le PNUE avec ses organisations de collaboration et de soutien. Elles s'accompagnent de recommandations pratiques sur la planification permettant de faciliter la participation des femmes et autres groupes majeurs.

Le Manuel de projet souligne également que la planification des sexes reconnaît que les femmes et les hommes jouent des rôles différents au sein de la société et qu'ils ont souvent des besoins différents. Il est par conséquent indispensable que les activités initiales de préparation tiennent compte des rôles des deux sexes, de leurs réactions et de leurs besoins.

Le PNUE s'efforce également d'assurer l'équilibre hommes/femmes lors des réunions et ateliers, et il cherche à intégrer cet équilibre à toutes les activités de programme. Une base de données mondiale des points focaux d'égalité des sexes et d'environnement – au sein des gouvernements mais aussi des organisations non gouvernementales mondiales et des associations de la société civile concernées – permet d'échanger l'information, de recueillir des données et de fournir les renseignements nécessaires pour la constitution de capacité aux niveaux national, régional et mondial.

Le Programme de travail 2004-2005 du PNUE montre bien que l'égalité des sexes est désormais au centre de toutes ses activités :

- Inscrire les politiques d'intégration de l'égalité des sexes et promouvoir la participation active des femmes aux initiatives de développement durable et de protection environnementale au sein de la Division de l'élaboration des politiques et du droit et de la Division de pré-alerte et d'évaluation environnementale.
- Fournir l'assistance technique aux réseaux de femmes pour développer et réaliser les projets, conformément aux décisions prises en 2002 lors du Sommet « planète Terre » de Johannesburg.
- Mettre l'accent sur les femmes, suite aux rapports concernant les causes de mauvaise santé, y compris les causes environnementales, et leur impact sur le développement.
- Développer un matériel pédagogique et de formation fondé sur les meilleures pratiques et sur les initiatives réussies faisant intervenir des femmes.

Lors de la huitième session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement,

UNE PERSPECTIVE féminine

BEVERLY MILLER présente les initiatives prises par le PNUE pour intégrer les questions d'égalité des sexes aux programmes d'environnement et de développement

En Jamaïque, dès que le cordon ombilical du nouveau-né tombe, on le plante en même temps qu'un jeune arbre. Ce geste a un profond impact psychologique. Enfant, je savais quel arbre était le mien (un cocotier), et j'ai toujours pensé que je grandirais pour devenir aussi haute et aussi impressionnante que les cocotiers alentour. Cette expérience m'incite à penser que les valeurs environnementales devraient être enseignées dans le cadre de la culture de chacun.

J'ai grandi en Jamaïque, dans les collines du centre du Clarendon. Mes racines m'ont donné un sentiment de sécurité et d'assurance, et l'amour de la nature. Elles ont aussi joué un grand rôle dans mon choix de carrière, me poussant à obtenir un Masters de Génie environnemental. Désireuse de participer au mouvement en faveur de l'environnement, j'ai d'abord travaillé pour le Gouvernement jamaïcain (en participant à la mise en place du service responsable de l'environnement), avant d'entrer au PNUE.

En tant que femme et mère, mes opinions et mes décisions sont influencées par mon sexe et par mes expériences de vie. Lorsque j'ai rédigé le projet de normes de contrôle de la pollution de l'eau et de l'air pour le Gouvernement, par exemple, j'ai tenu compte de la nature et du genre de vêtement requis pour permettre à une femme d'escalader une cheminée de 60 mètres, du poids du matériel d'échantillonnage, du temps nécessaire pour diffuser les résultats, et surtout, des impacts négatifs de la pollution de l'air et de l'eau sur la santé humaine.

en mars 2004, le PNUE et le Réseau des femmes ministres de l'Environnement avaient organisé un Événement spécial sur les femmes et l'eau afin de soutenir les stratégies nationales et multilatérales d'amélioration de la situation et du rôle des femmes en matière de gestion de l'eau et de l'assainissement. Cette initiative s'est révélée utile pour la préparation du suivi de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de 1995 pour le Conseil d'administration de l'année prochaine.

Il faut que la perspective d'égalité des sexes soit à la fois plus explicite et plus visible dans la réalisation du développement durable. Il est impératif de comprendre que l'environnement est un des piliers du développement durable, et il faut absolument multiplier les initiatives pour que la voix des femmes se fasse entendre dans le débat international sur la gouvernance de l'environnement qui n'a jamais été aussi indispensable qu'aujourd'hui.

Le PNUE est conscient de la nécessité d'intensifier la constitution de capacité axée sur l'égalité des sexes dans l'environnement et le développement. Pour promouvoir l'avancement des femmes dans le développement, il est indispensable de se concentrer davantage sur la mise en œuvre, sur les cibles et sur les impacts dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'environnement. Il faut que le dialogue entre le PNUE, les gouvernements et les organisations de la société civile continue à ouvrir de nouvelles perspectives pour améliorer la participation des femmes aux prises de décisions. En matière d'utilisation durable des ressources, il est crucial d'intégrer les pratiques et le savoir-faire traditionnels des femmes à l'élaboration des programmes de gestion environnementale.

Tous les Objectifs de développement pour le millénaire sont liés aux femmes et à leur situation, et il faut que la perspective d'égalité des sexes soit systématiquement intégrée à la planification et à tous les autres processus de développement – au niveau national, régional et mondial. Durant le Séminaire consultatif des femmes, organisé en

Il faut que la perspective d'égalité des sexes soit à la fois plus explicite et plus visible dans la réalisation du développement durable

février 2004 au siège du PNUE, un groupe de travail a envisagé les objectifs dans une perspective d'égalité des sexes. Il a recommandé que soit effectué un bilan de la mise en application des engagements liés à l'égalité des sexes et à l'environnement pris lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes de Beijing ainsi que par rapport aux Objectifs de développement pour le millénaire, en incluant notamment les meilleures et les pires pratiques.

En conclusion, je ne peux que souhaiter que les bonnes intentions visant à inclure une perspective féminine dans les questions de développement à tous les niveaux s'accompagnent des investissements nécessaires ■

Beverly Miller est Secrétaire du Conseil d'administration du PNUE.



Yang Guangchong/PNUE/Topham



PNUÉ/Topham



Pune Yanachot/PNUE/Topham



Ana Lorena Gudiño Valdez

Après tout, « nature » est un mot féminin...

Essence même de toutes les entités qui constituent l'univers, la nature a créé, géré, distribué et même régénéré tous les écosystèmes de la biosphère. Elle guide l'adaptation des espèces lorsque celles-ci sont soumises à un changement environnemental ou fortement touchées par des modifications artificielles résultant de l'exploitation humaine.

Au cours de ce processus d'évolution, le monde a connu d'innombrables peuplades, tribus, ethnies, cultures et empires. Certains étaient gouvernés par des matriarcats : dans de nombreuses communautés, des groupes de femmes assumaient de lourdes responsabilités. C'étaient elles qui se chargeaient de la survie de leur peuple, trouvaient moyen de leur procurer à boire et à manger, l'aidaient à grandir et à se développer, s'occupaient des malades et faisaient face aux éventuelles épidémies. En bref, ces femmes guidaient le développement de leur peuple, quelque en soit le coût.

On parle beaucoup de l'interaction entre « l'homme » et la nature, qui fait bien évidemment référence au rapport existant entre l'humanité et l'environnement, mais il faut cependant faire une distinction en ce qui concerne le rôle fondamental joué par les femmes – en termes d'utilisation, de gestion, d'exploitation, d'administration et, bien entendu, de protection des ressources naturelles.

Tout comme la nature se charge de gérer, distribuer et résoudre les problèmes d'ordre environnemental, les femmes sont quotidiennement confrontées à la nécessité de gérer, distribuer et résoudre tout problème se présentant au sein de la famille dont elles assurent le bien-être.

Imaginez une femme, le visage anxieux, qui marche sous le soleil accompagnée d'une fillette, en portant deux lourds réservoirs d'eau. La petite – dont l'avenir est déjà tout tracé – commence à copier les gestes de sa mère. Lorsqu'elles seront de retour à la maison, elles devront rationner le précieux liquide pour répondre aux besoins de toute la famille. Je ferme les yeux et je vois une femme qui travaille aux champs, une autre qui sert le repas, une autre encore qui s'occupe des malades. J'ouvre les yeux et je vois mon pays – nul besoin de chercher plus loin, car ces réalités sont les mêmes sur tous les continents, surtout là où la pauvreté, les épidémies et la faim font partie de la vie quotidienne. Responsables de la santé et de l'alimentation de leur famille, les femmes sont parfaitement conscientes des difficultés que cela représente. C'est là que l'éducation doit commencer à accorder leur valeur véritable aux choses que nous consommons ou que nous utilisons.

Les femmes donnent la vie et il faut qu'elles sachent que leurs actions quotidiennes ont un profond impact sur leur environnement naturel, socio-économique et culturel : qui donc se charge de gérer l'eau, l'énergie et les produits alimentaires au niveau le plus fondamental ? Ce sont les femmes qui doivent promouvoir la protection de nos ressources – que ce soit dans les grandes villes des pays industrialisés ou dans les communautés les plus marginalisées. Jour après jour, elles font face au coût élevé des aliments et des médicaments lié à la pénurie de ressources, et à la mauvaise qualité de l'eau et aux maladies provoquées par le manque d'assainissement. Elles vivent actuellement dans des conditions environnementales épouvantables et en subissent directement les conséquences. Et c'est justement cela qui les pousse souvent à aller de l'avant, à militer et à prendre des mesures pour trouver une solution à ces problèmes.

Le moment est venu de reconnaître la valeur véritable de la participation des femmes aux questions environnementales et aux objectifs de développement durable. Mais n'oublions pas que c'est une responsabilité qui doit être partagée et assumée équitablement par les femmes et par les hommes ■

Ana Lorena Gudiño Valdez est diplômée de biologie de l'Université nationale autonome du Mexique, coordinatrice nationale pour Rescue Mission Planet Earth et membre du Réseau environnemental des jeunes du Mexique.

